

Diagnostic pré-opérationnel dans le cadre du déploiement du programme AGIR (Accompagnement global et individualisé pour l'intégration des réfugiés) dans le Haut-Rhin

Rapport final / version 29.03.2022

SOMMAIRE

1.	CADRE DU DIAGNOSTIC	4
1.	Les orientations nationales dans le domaine de l'intégration	4
2.	Eléments de contexte	5
3.	Le programme AGIR	5
4.	Le diagnostic pré-opérationnel	6
5.	Méthodologie mise en œuvre	7
2.	PROFIL SOCIO-DEMOGRAPHIQUE DES PUBLICS BENEFICIAIRES DE LA PROTECTION INTERNATIONALE	8
1.	Les bénéficiaires de la protection internationale dans le Haut-Rhin	8
a.	Le nombre de bénéficiaires de la protection internationale	8
b.	Le profil socio-démographique	9
c.	Localisation des bénéficiaires de la protection internationale	11
2.	Les bénéficiaires de la protection internationale et l'emploi	14
3.	LES BENEFICIAIRES DE LA PROTECTION SUBSIDIAIRE : UN PUBLIC CONFRONTE A DES VULNERABILITES SPECIFIQUES	17
1.	Le public « étrangers primo-arrivants » : un public spécifique ?	17
2.	Des parcours singuliers...	17
3.	Un obstacle majeur : l'état de santé	18
4.	UN CONTEXTE EVOLUTIF DANS LE DOMAINE DE L'ACCUEIL DES BENEFICIAIRES DE LA PROTECTION INTERNATIONALE	20
1.	Une baisse de la demande d'asile entre 2017 et 2020 mais des hébergements optimisés	20
2.	Un accompagnement renforcé des étrangers primo-arrivants en faveur du logement et de l'emploi	22
a.	Poursuite de la mobilisation en faveur du relogement des réfugiés	22
b.	Développement des actions d'intégration en faveur de l'emploi	22
3.	Les structures d'hébergement dans le Haut-Rhin	23
5.	LE SYSTEME D'ACTEURS EN PRESENCE	25
1.	Un système d'acteurs resserré	25
2.	Un enjeu de coordination des acteurs	25
3.	Place et rôle des acteurs institutionnels	26
4.	Autres acteurs notamment de droit commun	28
5.	L'opérateur en charge du déploiement du programme AGIR	29
6.	Recommandations pour optimiser le système d'acteurs	29
6.	LES DISPOSITIFS DEPLOYES DANS LE HAUT-RHIN	31
7.	LA DIMENSION TERRITORIALE DE L'ACCUEIL DES BENEFICIAIRES DE LA PROTECTION INTERNATIONALE	34
a.	Une présence dans de très petites communes comme dans les agglomérations	34
b.	Atouts et freins des territoires pour un accueil optimisé	34
c.	Une dizaine de villes particulièrement concernées mais peu d'approches partenariales	35
d.	Une réponse territorialisée : les contrats territoriaux d'accueil et d'intégration	36

e.	Un enjeu : penser l'accompagnement en fonction des caractéristiques des territoires	38
f.	Recommandations pour un accueil territorial optimisé	39
8.	ENJEUX ET PRECONISATIONS	40
1.	Les enjeux au titre de l'accompagnement global	40
a.	Un enjeu d'accompagnement global en termes d'insertion sociale et professionnelle	40
b.	Différents facteurs à prendre en compte dans le cadre de l'accompagnement	41
c.	La question de la temporalité de l'accompagnement	41
d.	Une vigilance renforcée pour l'accompagnement de certains profils	42
e.	Accompagnement et pair-aidance	42
f.	Mobilisation des bénéficiaires de la protection internationale dans l'accompagnement	43
g.	Recommandations	44
2.	L'accès au droit et aux droits sociaux et de santé	45
a.	L'accès au droit / aux droits : un enjeu premier pour un réel accompagnement individualisé	45
b.	Un diagnostic local qui fait état de freins	45
c.	Un risque supplémentaire : la dématérialisation	46
d.	Une attention particulière dans le domaine de la santé	47
e.	Recommandations dans le domaine de l'accès au droit et aux droits	48
3.	La maîtrise de la langue : un préalable	50
a.	Une offre linguistique à connaître et à optimiser	50
b.	Un enjeu de mobilisation renforcée de l'interprétariat	50
c.	Lever les freins psychologiques pour investir le parcours linguistique	51
d.	Prendre en compte la diversité des profils	51
e.	Des réponses adaptées mais insuffisamment articulées entre elles	51
f.	Recommandations au titre de la maîtrise de la langue	51
4.	Les enjeux au titre du logement	51
a.	Un cadre institutionnel qui fait du logement autonome un enjeu clé	52
b.	Des bailleurs sociaux mobilisés sur le plan national	53
c.	Une situation globalement détendue au niveau du logement mais des partenariats à renforcer pour répondre aux enjeux	54
d.	Deux dimensions impactant l'accès au logement	55
e.	Des relations entre opérateur et bailleurs sociaux à renforcer	55
f.	Une nécessaire articulation avec les dispositifs de droit commun en faveur du logement des personnes défavorisées	56
g.	Recommandations dans le domaine du logement	56
5.	Les enjeux au titre de l'insertion et de l'emploi	58
a.	L'emploi des réfugiés : des points de vigilance	58
b.	Des freins à l'insertion : la situation dans le Haut-Rhin	59
c.	Une nécessaire mobilisation du droit commun : service public de l'emploi	60
d.	Un accès à l'emploi optimisé par la pénurie de main d'œuvre dans certains domaines économiques	61
e.	Recommandations dans le domaine de l'emploi	62
9.	SYNTHESE DES ENJEUX CLES ET RECOMMANDATIONS	63

1. CADRE DU DIAGNOSTIC

1. Les orientations nationales dans le domaine de l'intégration

Une instruction datée du 25 janvier 2022 fixe, pour l'année 2022, les grandes orientations en matière de politique d'intégration des étrangers primo-arrivants, dont les réfugiés, dans la continuité des décisions prises le 5 juin 2018 par le comité interministériel à l'intégration et le 6 novembre 2019 par le comité interministériel à l'immigration et à l'intégration.

Ces orientations se traduisent localement par la mobilisation des crédits du BOP 104 de manière complémentaire aux actions prévues dans le cadre du contrat d'intégration républicaine, piloté par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), en matière de formation linguistique, de formation civique et d'orientation vers le service public de l'emploi.

L'instruction réaffirme que **l'intégration par l'emploi des étrangers éligibles constitue une priorité absolue**, pour laquelle l'expertise locale et l'adaptation territoriale sont déterminantes.

Elle indique également que **les bénéficiaires de la protection internationale (BPI) et les femmes étrangères doivent faire l'objet d'une attention particulière**.

Les BPI souffrent de vulnérabilités spécifiques, notamment de psycho-traumatismes, de difficultés d'accès au logement et au marché du travail plus importantes que les autres publics étrangers. Le déploiement, dans 27 départements en 2022, du programme d'accompagnement global et individualisé des réfugiés (AGIR), doit permettre à terme à l'ensemble des bénéficiaires de la protection internationale le nécessitant de bénéficier d'un accompagnement vers l'emploi et le logement durables.

Les femmes étrangères primo-arrivantes rencontrent des difficultés d'intégration accrues, avec un taux de chômage de 30 % et une participation moindre au monde du travail et à la vie sociale : des actions les ciblant spécifiquement doivent être menées, dans une démarche « d'aller vers ».

L'instruction appelle par ailleurs les préfets à soutenir des actions visant à renforcer les interactions entre les étrangers et la société d'accueil, pour assurer une intégration réussie. Les projets impliquant la société civile (de type Volont'R ou les dispositifs de parrainage et de mentorat), et une communication positive sur les parcours migratoires devront être poursuivis et amplifiés. La mise en œuvre de dispositifs favorisant la participation des étrangers aux programmes qui les concernent est encouragée.

L'instruction demande également aux Préfets de nouer des partenariats forts avec les collectivités territoriales dans le cadre des Territoires d'intégration. Elles disposent de compétences clés pour faciliter l'intégration des étrangers présents sur leur territoire.

La politique d'intégration des étrangers requiert une forte implication du corps préfectoral. Cela nécessite de mettre en place une gouvernance inclusive facilitant la coordination de l'ensemble des acteurs publics et privés de l'intégration des étrangers. Dans cet objectif, un membre du corps préfectoral doit systématiquement être désigné comme référent « intégration » et une instance d'animation et de suivi de la politique d'intégration des réfugiés et des autres étrangers primo-arrivants doit être réunie à échéance régulière.

2. Eléments de contexte

La France connaît depuis 2015, dans ce qu'on a appelé de manière inadaptée la « crise migratoire » compte tenu du caractère structurel des migrations internationales y compris celles relevant de la demande d'asile, une augmentation continue de la demande d'asile. Un peu plus d'un quart de ces demandeurs accèdent à un titre de séjour en tant que bénéficiaires de la protection internationale (statut de réfugié ou de protection subsidiaire).

Cette situation a amené le gouvernement :

- à accélérer le traitement des demandes d'asile pour arriver à une réponse dans les six mois (renforcement des moyens de l'OFPRA et de la CNDA),
- à augmenter fortement la capacité du parc d'hébergement,
- à renforcer le dispositif national d'accueil afin d'éviter une polarisation des demandes d'asile en Ile de France.

Ces orientations sont inscrites dans le schéma national d'accueil des demandeurs d'asile prévu sur la période 2018-2023.

3. Le programme AGIR

Le ministère de l'Intérieur (DGEF) a décidé de proposer progressivement à chaque bénéficiaire de la protection internationale (BPI), qu'il soit ou non hébergé dans le dispositif national d'accueil (DNA), la possibilité de bénéficier, auprès d'un guichet unique départemental mandaté par l'Etat, d'un **accompagnement global et individualisé pour l'intégration des réfugiés (AGIR)** vers le logement et l'emploi durables.

Ce programme repose sur **deux prestations** assurées par une même structure :

- un accompagnement global des bénéficiaires grâce à la mise en place d'un binôme de référents (emploi/formation et accès aux droits/logement), permettant de couvrir les besoins recensés par orientation vers des dispositifs de droit commun et de droit spécialisé ;
- une coordination de l'ensemble des acteurs locaux de l'intégration, spécialisés dans l'intégration des réfugiés et de droit commun, vers qui les BPI pourront être orientés.

Il est prévu que le programme AGIR soit géré par un organisme qui assure l'accueil des réfugiés et des bénéficiaires de la protection subsidiaire.

Au cours du premier entretien individualisé, chaque personne éligible signe un contrat d'engagement récapitulant ses droits et ses devoirs et il est effectué un bilan complet de la situation de la personne dans les domaines de l'accès au logement, aux droits, à l'emploi et à la formation.

L'accompagnement doit porter sur ...

... l'accès aux droits

Il permet de faciliter notamment la gestion des démarches administratives pour l'ouverture des droits tels que le droit au séjour, l'obtention d'un titre de voyage, la réunification familiale, la couverture maladie universelle complémentaire, un soutien à la parentalité...

... l'accès et le maintien dans le logement

Il prend la forme d'un accompagnement dans la recherche d'un logement social ou privé avec la réalisation d'un diagnostic sur la situation des personnes et leurs besoins. Cet accompagnement peut continuer aussi après l'installation dans le logement afin d'en assurer le maintien.

... l'accès et l'accompagnement vers l'emploi

Après un diagnostic sur la situation sociale et professionnelle de la personne accompagnée, l'opérateur AGIR active, en appui et lien étroit avec les acteurs du service public de l'emploi, toutes les mesures nécessaires pour favoriser l'accès à des formations certifiantes et à l'emploi dans une logique de coordination des acteurs, en lien avec l'Etat.

4. Le diagnostic pré-opérationnel

Pour permettre un déploiement optimisé de cet accompagnement global et individualisé (et en vérifier la pertinence) sur les territoires, il a été décidé de réaliser, en préalable au déploiement, un diagnostic ayant un objectif préparatoire à l'action.

Le document ci-dessous répond à cet objectif. Il relève à la fois d'une dimension descriptive (état des lieux), d'une dimension d'analyse du système d'acteurs territorialisé et d'une approche prospective (préconisations) pour permettre le déploiement effectif et efficient de la démarche d'accompagnement global.

Pour ce faire, il a été nécessaire, sur le plan de la méthode, de travailler les aspects suivants sachant que la méthodologie a été adaptée aux réalités de terrain (difficulté à mobiliser certains acteurs) et au contexte (impacts de la crise sanitaire : indisponibilité de nombreux acteurs) :

- ➔ Sur le plan de l'état des lieux, le travail a consisté à :
 - caractériser le profil socio-démographique des publics bénéficiaires de la protection internationale accueillis sur plusieurs années,
 - identifier le système d'acteurs en présence,
 - identifier les actions notamment celles menées au titre des actions relevant du programme 104.
- ➔ Sur la base de ces éléments, des entretiens ont été menés auprès de bénéficiaires de la protection internationale présents sur le territoire. Les propos ont fait l'objet d'une analyse qualitative pour comprendre les freins et leviers disponibles, notamment dans une approche territorialisée.
- ➔ A partir de ces deux approches précédentes, l'analyse permet ...
 - d'identifier des profils types de bénéficiaires (homme ou femme isolé-e, arrivée en famille, présence ou non de personnes connues sur place...) et les points de vigilance qui y sont liés ;
 - de définir les conditions d'une dynamique partenariale susceptible de soutenir le déploiement du programme AGIR, en tenant compte de la diversité des territoires.
- ➔ Sur le plan de la prospective, plusieurs recommandations et préconisations sont proposées pour permettre de répondre au mieux aux objectifs du programme AGIR.
Les recommandations portent plus particulièrement sur les points suivants :
 - l'accompagnement à l'échelle territoriale, en partant d'une typologie des territoires avec une définition de la notion d'accompagnement global identifiant les configurations nécessaires en fonction des territoires,
 - les types d'actions à développer (précision sur les domaines...) et les conditions de leur mise en œuvre,
 - le mode d'organisation et les coopérations entre acteurs,
 - l'implication des premiers concernés (à savoir les bénéficiaires de la protection internationale) et leur environnement [socialisation entre pairs / socialisation de voisinage].

5. Méthodologie mise en œuvre

L'ORIV s'est appuyé sur :

- une analyse des données documentaires disponibles (bilans produits par les structures, rapports, études ...),
- une analyse des données statistiques disponibles concernant les caractéristiques socio-démographiques des BPI (analyse sur la période 2018-2021),
- la réalisation et l'analyse d'entretiens individuels auprès de différents acteurs impliqués localement dans le cadre du financement des actions, de leur mise en œuvre, de l'accueil des bénéficiaires de la protection internationale, des acteurs assurant les hébergements et intervenant dans le cadre de l'accompagnement au logement, ayant permis de comprendre le fonctionnement entre les acteurs mais aussi de disposer d'éléments d'analyse sur les dispositifs phares déployés sur le territoire (AVDL, Service insertion réfugiés, HOPE, PIAL...),
- des analyses de parcours par la réalisation d'entretiens avec des bénéficiaires de la protection internationale installés sur le territoire,
- des temps de travail en interacteurs (deux séminaires ont été menés à l'échelle départementale).

Il était prévu la réalisation de monographies territoriales en partant d'une typologie établie à partir de la localisation des BPI en 2020. La difficulté pour entrer en lien avec les collectivités concernées n'a pas permis de faire ce travail. La dimension territoriale a néanmoins été prise en compte dans les entretiens individuels et collectifs.

2. PROFIL SOCIO-DEMOGRAPHIQUE DES PUBLICS BENEFICIAIRES DE LA PROTECTION INTERNATIONALE

1. Les bénéficiaires de la protection internationale dans le Haut-Rhin

Cette partie se propose de caractériser le profil socio-démographique des bénéficiaires de la protection internationale. Les données ci-dessous sont issues de l'OFII (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration) et portent sur les signataires du Contrat d'Intégration Républicaine (CIR).

a. Le nombre de bénéficiaire de la protection internationale

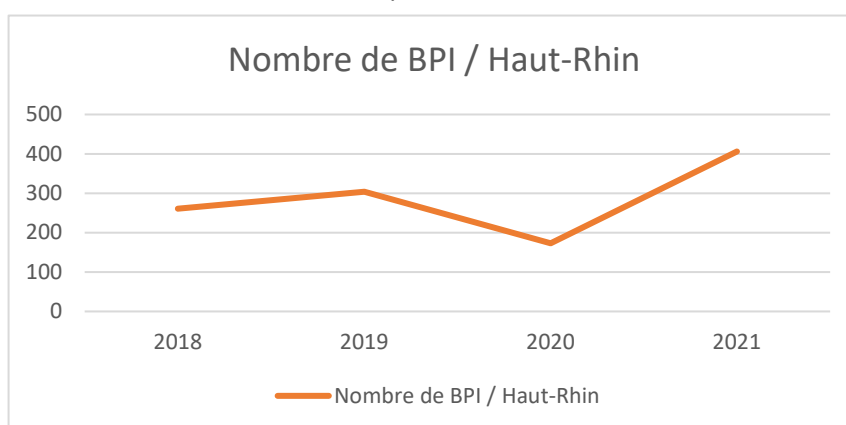
Au total, sur les trois années prises en compte dans le cadre de l'analyse (2019, 2020 et 2021), le **nombre de bénéficiaires de la protection internationale présents sur le Haut-Rhin s'établit à 883 personnes**, soit 30% de l'ensemble des signataires du CIR sur ces trois années qui s'établit à 2.977. Si les étrangers primo-arrivants bénéficient majoritairement d'un titre de séjour pour des raisons familiales, la part prise par les personnes relevant de la protection internationale est en augmentation sur l'année 2021. Ils représentent 35.7% des signataires du CIR en 2021 contre en moyenne 26% les années précédentes.

Ens	2019		2020		2021	
ASILE	304	26,3	173	25,3	406	35,7
AUTRES	46	4,0	6	0,9	13	1,1
ECONOMIQUE	25	2,2	13	1,9	20	1,8
FAMILIAL	781	67,6	491	71,9	699	61,4
Total général	1156		683		1138	

Sur les trois dernières années, l'arrivée des étrangers primo-arrivants a été bousculée par la crise sanitaire. La fermeture des frontières et les restrictions de déplacements ont entraîné une chute des arrivées sur le Haut-Rhin comme ailleurs sur le territoire. Pour autant le nombre d'arrivées sur l'année 2021 tend à revenir à la situation d'avant la crise.

Le Haut-Rhin a été particulièrement affecté par ce mouvement de baisse, du fait de l'impact de la

pandémie sur le département. Si sur le plan national, la baisse des arrivées durant l'année 2020 s'établit à -26.8%, ce taux est de 41% dans le Haut-Rhin. Les bénéficiaires de la protection internationale sont les publics les plus touchés par cette situation : la baisse constatée est de 29.7% sur le plan national et de 43% dans le Haut-Rhin.



b. Le profil socio-démographique

Les femmes sont moins nombreuses parmi les bénéficiaires de la protection internationale que les hommes. En moyenne, elles représentent 40% des bénéficiaires sur le Haut-Rhin.

Cette présence féminine est toutefois beaucoup plus marquée que sur le plan national, où elles ne représentaient que 29.3% des signataires du CIR en 2020. Cette surreprésentation des femmes n'est pas sans conséquence sur les enjeux d'accompagnement dans la mesure où les acteurs font état d'une insertion, notamment dans l'emploi, plus complexe.

sexe	2018	%	2019	%	2020	%	2021	%	Total	%
Femmes	99	37,9	125	41,1	61	35,3	173	42,6	458	40,0
Hommes	162		179		112		233		686	
Total	261		304		173		406		1144	

Le taux de prescription linguistique de niveau A1 s'établit à un niveau élevé puisqu'il est sur la période considérée de 75%. La tendance en nombre d'heures évolue peu d'une année sur l'autre. Globalement plus de 60% des personnes orientées vers la prescription linguistique bénéficient de 400 à 600 heures. Ce taux élevé s'explique en grande partie par les nationalités d'origine des bénéficiaires de la protection internationale et la part élevée de ces derniers parmi les signataires du CIR. On a donc un département où le besoin de maîtrise de la langue est un enjeu important. Pour autant il est intéressant de constater que la part des prescriptions de courte durée augmente alors que celles de 400 heures notamment sont en baisse.

	2018	2019		2020		2021		Total
Contrats CIR signés	261	304		173		406		1144
FL presc	204	217		136		302		859
% FL	78,2%	71,4%		78,6%		74,4%		75,1%
Dont			%		%		%	
50 heures	3							3
100 heures	23	17	7,8	14	10,3	34	11,3	88
200 heures	178	39	18,0	27	19,9	78	25,8	322
400 heures		130	59,9	80	58,8	155	51,3	365
600 heures		31	14,3	15	11,0	35	11,6	81

Les bénéficiaires de la protection internationale sont majoritairement âgés de 26 à 45 ans. Toutefois un quart des publics pris en charge ont moins de 25 ans. Compte tenu des enjeux spécifiques de prise en charge de ces publics, une attention particulière renforcée s'avère nécessaire. La part des plus de 45 ans s'établit à environ 15% de l'ensemble des bénéficiaires de la protection internationale.

Age	2018	%	2019	%	2020	%	2021	%	Total	%
16-18 ans	16	6,1	19	6,3	11	6,4	18	4,4	64	5,6
19-25 ans	60	23,0	65	21,4	29	16,8	93	22,9	247	21,6
26-45 ans	143	54,8	179	58,9	107	61,8	245	60,3	674	58,9
46-65 ans	35	13,4	35	11,5	22	12,7	43	10,6	135	11,8
Plus 65 ans	7	2,7	6	2,0	4	2,3	7	1,7	24	2,1
Total général	261		304		173		406		1144	100,0

La part des célibataires est élevée parmi les bénéficiaires de la protection internationale puisqu'elle s'est établie à 42% sur l'ensemble de la période (sachant que pendant la période de crise sanitaire ils ont connu une baisse importante).

Situation matrimoniale	2018	2019	2020	2021	Total	%
Célibataire	117	130	71	158	476	41,6
Concubin		4	2	16	22	1,9
Divorcé	5	11	3	7	26	2,3
Marié	127	146	93	208	574	50,2
Pacs				2	2	0,2
Séparé	3	8	1	8	20	1,7
Veuf	9	5	3	7	24	2,1
Total général	261	304	173	406	1144	100,0

La répartition par nationalités est atypique par rapport à celle observée sur le plan national. Le Haut-Rhin accueille prioritairement des personnes ayant fui (par ordre de priorités) :

- l'Afghanistan (23.8%), sachant que ces derniers ont connu une croissance forte entre 2020 et 2021 en particulier,
- la Syrie (13.8% des signataires du CIR) avec une présence continue sur la période mais en baisse au fil des années,
- le Kosovo (8.3 %), avec une présence continue mais avec un pic en 2019,
- l'Albanie (6.6%), avec une baisse des arrivées sur la période récente (2020-2021) par rapport à celle de 2018-2019,
- le Soudan (6.1%) avec une évolution du même type que les Albanais,
- la Turquie (4.7%) marquée par une croissance forte récente.

Ces 6 pays représentent à eux seuls 63% des ressortissants sur les dernières années.

Au total, les bénéficiaires de la protection internationale viennent de plus de 50 pays différents. L'approche par année fait apparaître l'émergence de nouveaux pays d'origine. Ainsi en 2021, on relève une présence renforcée de personnes venant de Turquie, d'Erythrée, de Russie, de Somalie, du Congo et de Serbie.

pays de nationalité	2018	2019	2020	2021	Total	%
AFGHANISTAN	55	46	54	117	272	23,8
AFRIQUE DU SUD				1	1	0,1
ALBANIE	23	28	10	15	76	6,6
ALGERIE	2	3	1	2	8	0,7
ANGOLA				3	3	0,3
ARMENIE (CEI)		4		1	5	0,4
AZERBAIDJAN (CEI)		1		3	4	0,3
BANGLADESH	1	2	2	10	15	1,3
BIELORUSSIE				2	2	0,2
BOSNIE	1		2		3	0,3
BRESIL				1	1	0,1
BURKINA FASO			1		1	0,1
BURUNDI		1			1	0,1
CAMEROUN	2	5		6	13	1,1
CENTRAFRIQUE				3	3	0,3
CHINE		6	2	7	15	1,3
CONGO	2	2	1	3	8	0,7

COTE D'IVOIRE	1	2	1	5	9	0,8
EGYPTE				1	1	0,1
ERYTHREE	7	5	1	19	32	2,8
ETHIOPIE		2	1	4	7	0,6
GAMBIE				1	1	0,1
GEORGIE	1	4	5	3	13	1,1
GUINEE (REP. DE)	5	4	2	11	22	1,9
IRAK	7	3	3	10	23	2,0
IRAN	3	7	4	2	16	1,4
KAZAKHSTAN (CEI)				2	2	0,2
KOSOVO	22	41	14	18	95	8,3
LIBAN				3	3	0,3
LIBYE	1	1	3	6	11	1,0
MACEDOINE	2	2			4	0,3
MONGOLIE	1				1	0,1
NIGER				1	1	0,1
NIGERIA	1	4	2	3	10	0,9
PAKISTAN		6	3		9	0,8
PALESTINE	1	1	1	2	5	0,4
PAYS INDETERMINE	3	1			4	0,3
PEROU				1	1	0,1
REP. DEM. DU CONGO	4	9	4	13	30	2,6
RUSSIE (CEI)	3	3	3	15	24	2,1
SENEGAL		3		2	5	0,4
SERBIE	12	11	3	10	36	3,1
SOMALIE	3	2	5	13	23	2,0
SOUDAN	25	27	11	7	70	6,1
SRI LANKA	3			6	9	0,8
SYRIE	53	52	19	34	158	13,8
TCHAD	1	1		1	3	0,3
TUNISIE	2				2	0,2
TURQUIE	9	12	9	24	54	4,7
UKRAINE (CEI)	3	1		7	11	1,0
VENEZUELA	2		5	7	14	1,2
YEMEN		2	1	1	4	0,3
Total général	261	304	173	406	1144	100,0

c. Localisation des bénéficiaires de la protection internationale

Ces bénéficiaires de la protection internationale se sont installés dans une trentaine de communes différentes du Haut-Rhin au cours des dernières années.

Les données font apparaître une forte concentration sur deux communes : Mulhouse (48,2% des bénéficiaires) et Colmar (22,8%).

Commune	Intercommunalité	2019	%	2020	%	2021	%	Ens	%
ALTKIRCH	CC du Sundgau	2	0,7	1	0,6	4	1,0	7	0,8
BARTENHEIM	CA Saint-Louis	1	0,3		0,0		0,0	1	0,1
BIESHEIM	CC Pays Rhin - Brisach		0,0		0,0	1	0,2	1	0,1
BRUNSTATT	CA Mulhouse		0,0		0,0	1	0,2	1	0,1
BUHL	CC Région Guebwiller	3	1,0		0,0	4	1,0	7	0,8

BUSCHWILLER	CA Saint Louis		0,0		0,0	1	0,2	1	0,1
CERNAY	CC Thann-Cernay	1	0,3	2	1,2	7	1,7	10	1,1
COLMAR	CA Colmar	66	21,7	45	26,0	90	22,2	201	22,8
FERRETTE	CC du Sundgau	5	1,6	2	1,2	5	1,2	12	1,4
FRELAND	CC Vallée de Kaysersberg	2	0,7		0,0		0,0	2	0,2
GUEBWILLER	CC Région Guebwiller		0,0	3	1,7		0,0	3	0,3
HUNINGUE	CA Saint Louis	4	1,3	3	1,7	2	0,5	9	1,0
ILLFURTH	CC du Sundgau	4	1,3		0,0		0,0	4	0,5
ILLZACH	CA Mulhouse	3	1,0		0,0	6	1,5	9	1,0
INGERSHEIM	CA Colmar	8	2,6	6	3,5	25	6,2	39	4,4
KEMBS	CA Saint Louis	1	0,3		0,0	2	0,5	3	0,3
KINGERSHEIM	CA Mulhouse	1	0,3		0,0	1	0,2	2	0,2
LANDSER	CA Saint Louis	3	1,0		0,0	1	0,2	4	0,5
LUEMSCHWILLER	CC du Sundgau	1	0,3		0,0		0,0	1	0,1
LUTTERBACH	CA Mulhouse	3	1,0		0,0	1	0,2	4	0,5
MULHOUSE	CA Mulhouse	156	51,3	85	49,1	185	45,6	426	48,2
MUNSTER	CC Vallée de Munster	3	1,0		0,0	12	3,0	15	1,7
ORBEY	CC Vallée de Kaysersberg		0,0		0,0	2	0,5	2	0,2
PFASTATT	CA Mulhouse	3	1,0	4	2,3	4	1,0	11	1,2
RIEDISHEIM	CA Mulhouse	6	2,0	3	1,7	7	1,7	16	1,8
RIXHEIM	CA Mulhouse		0,0	1	0,6	2	0,5	3	0,3
ST LOUIS	CA Saint Louis	15	4,9	5	2,9	9	2,2	29	3,3
STE MARIE AUX MINES	CC Val d'Argent	9	3,0	2	1,2	3	0,7	14	1,6
THANN	CC Thann-Cernay		0,0		0,0	6	1,5	6	0,7
VOLGELSHEIM	CC Pays Rhin - Brisach	1	0,3	1	0,6	10	2,5	12	1,4
WIDENSOLEN	CC Pays Rhin - Brisach		0,0		0,0	1	0,2	1	0,1
ETAGNAC	Hors 68		0,0	1	0,6		0,0	1	0,1
GEISPOLSHEIM	Hors 68		0,0	2	1,2		0,0	2	0,2
ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	Hors 68		0,0		0,0	2	0,5	2	0,2
LYON	Hors 68		0,0		0,0	2	0,5	2	0,2
PARIS	Hors 68		0,0		0,0	2	0,5	2	0,2
SCHILTIGHEIM	Hors 68	1	0,3		0,0		0,0	1	0,1
SELESTAT	Hors 68		0,0	1	0,6	4	1,0	5	0,6
STRASBOURG	Hors 68	2	0,7	6	3,5	4	1,0	12	1,4
Total général		304	100,0	173	100,0	406	100,0	883	100,0

Commentaire : La présence de signataires du CIR en dehors du territoire haut-rhinois relève de procédures de transfert (personne entrant sur le territoire départemental ou sortant).

Si quelques communes accueillent ponctuellement des bénéficiaires de la protection internationale, 12 d'entre elles, à savoir par ordre d'importance : Mulhouse, Colmar, Ingersheim, Saint-Louis, Riedisheim, Sainte-Marie-aux-Mines, Ferrette, Volgelsheim, Pfstatt, Cernay, Huningue et Altkirch ont accueilli sur leur territoire des bénéficiaires de la protection internationale. Ces arrivées représentent 87.8% des arrivées sur la période.

La prise en compte des arrivées sur les autres communes permet d'identifier plusieurs pôles d'installation présentés ci-dessous (typologies de territoire) en fonction de leur intensité et en tenant

compte des périmètres des intercommunalités. Dix intercommunalités sur les 16 que comptent le Haut-Rhin sont concernées par les enjeux d'accueil des bénéficiaires de la protection internationale.

Secteur où les arrivées sont nombreuses et concentrées

1. Agglomération mulhousienne : 8 communes sont concernées. Elles sont concentrées autour de Mulhouse. Elles ont accueilli 472 personnes sur les trois années, soit 53.4% de l'ensemble.

BRUNSTATT	CA Mulhouse	1	0,1
ILLZACH	CA Mulhouse	9	1,0
KINGERSHEIM	CA Mulhouse	2	0,2
LUTTERBACH	CA Mulhouse	4	0,5
MULHOUSE	CA Mulhouse	426	48,2
PFASTATT	CA Mulhouse	11	1,2
RIEDISHEIM	CA Mulhouse	16	1,8
RIXHEIM	CA Mulhouse	3	0,3

2. Agglomération colmarienne : seulement deux communes concernées. Elles ont accueilli 240 bénéficiaires de la protection internationale sur la période considérée, soit 27.2% de l'ensemble.

COLMAR	CA Colmar	201	22,8
INGERSHEIM	CA Colmar	39	4,4

Secteur secondaire d'arrivées avec une concentration des communes accueillantes

3. Communauté d'Agglomération de Saint Louis : 6 communes concernées sur cette intercommunalité avec une concentration des arrivées sur les villes de Saint-Louis et Huningue. Au total, 47 bénéficiaires de la protection internationale (5.3%) ont élu domicile sur ce secteur.

BARTENHEIM	CA Saint-Louis	1	0,1
BUSCHWILLER	CA Saint Louis	1	0,1
HUNINGUE	CA Saint Louis	9	1,0
KEMBS	CA Saint Louis	3	0,3
LANDSER	CA Saint Louis	4	0,5
ST LOUIS	CA Saint Louis	29	3,3

Secteur d'arrivées modestes marquées par une concentration des communes accueillantes

4. Communauté de Communes de Thann-Cernay : 16 personnes sont arrivées sur deux communes situées en proximité géographique (1.8%).

CERNAY	CC Thann-Cernay	10	1,1
THANN	CC Thann-Cernay	6	0,7

5. Communauté de Communes Pays Rhin – Brisach : 3 communes sont concernées par l'arrivée de bénéficiaires de la protection internationale. Elles se situent en proximité géographique. Elles ont accueilli 14 personnes, soit 1.6%.

BIESHEIM	CC Pays Rhin - Brisach	1	0,1
VOLGELSHEIM	CC Pays Rhin - Brisach	12	1,4
WIDENSOLEN	CC Pays Rhin - Brisach	1	0,1

6. Communauté de Communes de la Région de Guebwiller : 10 personnes se sont installées sur deux communes en proximité géographique (1.1%).

BUHL	CC Région Guebwiller	7	0,8
GUEBWILLER	CC Région Guebwiller	3	0,3

Secteur d'arrivées modestes et centrées sur la commune-centre

7. Communauté de Communes de la Vallée de Munster / Munster (15 installations – 1.7% des bénéficiaires de la protection internationale sur la période 2019-2021).
8. Communauté de Communes du Val d'Argent / Sainte Marie aux Mines (14 installations – 1.6% des bénéficiaires de la protection internationale sur la période 2019-2021).

Secteur d'arrivées modestes et diffuses à l'échelle intercommunale

9. Communauté de Communes du Sundgau : 4 communes concernées, réparties de manière diffuse sur le territoire, qui ont accueilli 24 bénéficiaires de la protection internationale sur les trois années, soit 2.7 %.

ALTKIRCH	CC du Sundgau	7	0,8
FERRETTE	CC du Sundgau	12	1,4
ILLFURTH	CC du Sundgau	4	0,5
LUEMSCHWILLER	CC du Sundgau	1	0,1

10. Communauté de Communes de la Vallée de Kaysersberg : 4 bénéficiaires de la protection internationale sur deux communes.

FRELAND	CC Vallée de Kaysersberg	2	0,2
ORBEY	CC Vallée de Kaysersberg	2	0,2

2. Les bénéficiaires de la protection internationale et l'emploi

En moyenne sur la période considérée, seulement 13% des bénéficiaires de la protection internationale résidant dans le Haut-Rhin n'ont pas été scolarisés dans leur pays, soit un taux bas. Pratiquement un quart d'entre eux ont mené des études supérieures (23.2 %). La majorité d'entre eux ayant été scolarisés dans le secondaire (45.1%). Nombre d'entre eux font état d'études, dans le secondaire comme dans le supérieur mais non sanctionnées par un diplôme (35.1%). Enfin 18% n'ont été scolarisés que dans le primaire.

Niveau scolaire	2018	2019	2020	2021	Total	%
Primaire - Sans diplôme	56	66	29	58	209	18,3
Secondaire – Bac général ; technologique ou pro.	35	28	12	43	118	10,3
Secondaire - CAP / BEP	5	6	3	6	20	1,7
Secondaire - Diplôme national du brevet	2	5		5	12	1,0
Secondaire - Sans diplôme	77	99	59	132	367	32,1
Supérieur - BAC+2 (DUT ; BTS ; DEUG...)	7	13	5	20	45	3,9
Supérieur - BAC+3	7	9	12	16	44	3,8
Supérieur - BAC+4 et plus	24	30	24	64	142	12,4
Supérieur - Sans diplôme	7	11	5	13	36	3,1
Non scolarisé	41	37	24	49	151	13,2
Total général	261	304	173	406	1144	

Parmi les bénéficiaires de la protection internationale, en 2021, 88% ont été scolarisés dans leur pays d'origine. Les femmes sont un peu moins souvent scolarisées dans le pays d'origine que les hommes. Par contre, elles sont plus nombreuses à avoir poursuivi des études supérieures.

Niveau de formation atteint à l'étranger	BPI	%	dt femmes	%	dt hommes	%
Primaire - Sans diplôme	58	14,3	15	8,7	43	18,5
Secondaire - Bac général technologique ou pro.	43	10,6	16	9,2	27	11,6
Secondaire - CAP / BEP	6	1,5	1	0,6	5	2,1
Secondaire - Diplôme national du brevet	5	1,2	3	1,7	2	0,9
Secondaire - Sans diplôme	132	32,5	57	32,9	75	32,2
Supérieur - BAC+2 (DUT ; BTS ; DEUG...)	20	4,9	8	4,6	12	5,2
Supérieur - BAC+3	16	3,9	8	4,6	8	3,4
Supérieur - BAC+4 et plus	64	15,8	32	18,5	32	13,7
Supérieur - Sans diplôme	13	3,2	8	4,6	5	2,1
Non scolarisé	49	12,1	25	14,5	24	10,3
Total général	406	100,0	173	100,0	233	100,0

69,5% ont travaillé à l'étranger avant d'arriver en France. Les domaines d'activité les plus importants sont (par ordre d'importance) : le commerce / la distribution, l'artisanat, l'agriculture / l'agroalimentaire, le bâtiment / travaux publics et l'hôtellerie / restauration / tourisme. Ces domaines relèvent pour partie des domaines actuellement en tension en termes d'emploi en France.

Avez-vous travaillé à l'étranger ?	2018	2019	2020	2021	Total	%
Non	82	90	51	126	349	30,5
Oui	179	214	122	280	795	69,5
Domaine d'activité						
Agriculture / Agroalimentaire	18	23	15	27	83	10,4
Artisanat	25	18	15	25	83	10,4
Assurance			1		1	0,1
Autres	6	8		16	30	3,8
Banque	1	1		6	8	1,0
Bâtiment /travaux publics	24	27	13	14	78	9,8
Commerce/distribution	22	35	17	37	111	14,0
Communication/ Marketing /publicité			3	2	5	0,6
Comptabilité/ gestion / audit/ RH	2	7	1	9	19	2,4
Culture/ patrimoine/ Art/ Création	1	1		6	8	1,0
Défense/ Sécurité/Secours	5	3	2	7	17	2,1
Droit / juridique	2	1		3	6	0,8
Electricité/Electronique/Maintenance	4	2	2	6	14	1,8
Enseignement/Formation	11	15	10	15	51	6,4
Environnement		2			2	0,3
Événementiel/ Audiovisuel/ cinéma/ Spectacle			3		3	0,4
Finance	1				1	0,1
Fonction publique / Administration	2	2	1	4	9	1,1
Forestage/ Espaces verts	2				2	0,3
Hôtellerie/ Restauration/Tourisme ; Humanitaire	14	16	5	29	64	8,1
Industrie	7	9	4	5	25	3,1
Informatique / télécoms / Multimédia		4	1	8	13	1,6

Journalisme	2	1	2	1	6	0,8
Langues/ interprétariat		1	1	4	6	0,8
Mécanique	9	5	9	13	36	4,5
Propreté et services associés		6	2	3	11	1,4
Santé - services associés Paramédical	3	7	1	14	25	3,1
Secrétariat	2	2	1	3	8	1,0
Social - Service d'aide à la personne/services associés	2		4	6	12	1,5
Sport	1		1	3	5	0,6
Textile/ confection/ habillement/ mode	3	4	2	4	13	1,6
Transport/Logistique/ Ferroviaire	10	14	6	10	40	5,0
Total général	179	214	122	280	795	100,0

En complément des données de l'OFII relatives au profil des bénéficiaires de la protection internationale, les données transmises par Pole Emploi rendent compte des prises en charge des signataires du CIR par Pôle Emploi (le logiciel ne permet pas en l'état de distinguer les bénéficiaires de la protection internationale parmi les signataires du CIR s'inscrivant à Pôle Emploi).

Sur les années 2019 à 2021, 1.629 signataires du CIR dans le Haut-Rhin se sont inscrits à Pôle Emploi. Leur nombre est resté relativement stable (voire a diminué un peu). On recensait 603 personnes en 2019, 523 en 2020 et 503 en 2021. Si on les compare au nombre de signataires du CIR sur la même période, le ratio par années s'établit comme suit : 52.1% en 2019, 76.5% en 2020 et 44.2% en 2021. Ce ratio permet simplement d'identifier que les bénéficiaires de la protection internationale ont su mobiliser les ressources de Pôle Emploi au moment où le contexte de l'emploi a été le plus difficile.

Parmi ces signataires, 816 sont des femmes (soit 50.1%). Leur part s'effrite toutefois d'une année sur l'autre, ce qui nécessite une vigilance particulière. Par ailleurs les femmes font visiblement appel à Pôle Emploi plus tardivement dans leur parcours de vie que les hommes.

	2019	2020	2021	Total	%
Femmes	304	252	260	816	50,1
16 à 19 ans	10	8	4	22	2,7
20 à 26 ans	60	57	45	162	19,9
26 à 29 ans	56	41	48	145	17,8
30 à 50 ans	163	131	146	440	53,9
Plus de 50 ans	15	15	17	47	5,8
Hommes	299	271	243	813	49,9
16 à 19 ans	11	12	12	35	4,3
20 à 26 ans	59	62	49	170	20,9
26 à 29 ans	68	51	36	155	19,1
30 à 50 ans	146	131	135	412	50,7
Plus de 50 ans	15	15	11	41	5,0
Ensemble	603	523	503	1629	

Ces 1.629 signataires du CIR se répartissaient comme suit sur le plan géographique :

- 721 habitaient sur la commune de Mulhouse (soit 44.2%)
- 316 habitaient sur la commune de Colmar (soit 19.4%)
- 97 habitaient sur la commune de Saint Louis (5.9%)
- 495 habitaient dans d'autres communes (30.4%).

3. LES BENEFICIAIRES DE LA PROTECTION SUBSIDIAIRE : UN PUBLIC CONFRONTE A DES VULNERABILITES SPECIFIQUES

Les bénéficiaires de la protection internationale (réfugiés et protégés subsidiaires) s'inscrivent dans le cadre général des politiques publiques (dites de droit commun) et sont également destinataires d'actions spécifiques visant à faciliter leur intégration. Ces actions prennent en compte leurs vulnérabilités particulières.

1. Le public « étrangers primo-arrivants » : un public spécifique ?

Les « étrangers primo-arrivants » relèvent souvent, au titre des politiques publiques, des publics en difficulté parce que rencontrant des freins dans leur insertion sociale et professionnelle, mais il est proposé de parler plutôt de personnes en situation de vulnérabilité.

En effet, la plupart de ces personnes nécessitent un accompagnement non du fait de difficultés d'insertion inhérentes à leur personne mais du fait de l'expérience de la migration elle-même : non-maitrise de la langue, faible revenu lié à leur situation d'arrivée sur le territoire, adaptation à un environnement culturel nouveau, impact de la migration (changement de pays, de culture : perte de repères et difficultés de transmission).

Le public « bénéficiaires de la protection internationale » se distingue par une situation encore plus fragile au regard de ces caractéristiques : traumatisme plus marqué du fait du départ du pays suite à des violences ou des persécutions, une errance de plusieurs années parfois, une dépendance plus forte aux institutions du fait de leur isolement. En effet, ils sont nombreux à ne pas pouvoir s'appuyer sur des relais sur place, voire ils sont confrontés à une séparation de la cellule familiale....

Dans le même temps ils présentent un atout indéniable : une forte volonté à s'intégrer. Leur projet de vie est en effet marqué par le souhait d'une situation meilleure pour eux mais aussi pour leurs proches, d'où une attente forte de faire venir leur famille.

2. Des parcours singuliers...

La rencontre avec quelques bénéficiaires de la protection internationale a permis de mettre en avant des éléments communs mais aussi des singularités dans leurs parcours et leur rapport aux institutions.

Les personnes rencontrées relèvent d'un parcours chaotique marqué par l'isolement. Elles sont souvent seules (même lorsqu'elles sont en famille). En fait, elles ont peu de liens avec d'autres personnes, y compris leurs compatriotes. Elles mettent en avant la volonté de ne pas avoir de problèmes.

Les personnes rencontrées ont eu des parcours au titre du logement très variables avec pour certains des situations d'errance (hébergement à la rue ou dans une voiture), des hébergements ponctuels via le 115 ou encore des hébergements auprès de compatriotes.

La personne avec laquelle ils entretiennent le lien le plus régulier reste la personne ou les personnes référentes de la structure qui a assuré leur accompagnement suite à l'obtention de leur statut. Ce lien apparaît particulièrement fort, construit dans la durée pour certains d'entre eux notamment lorsque la relation est antérieure à l'obtention du titre de séjour (par exemple dans le cadre d'une prise en

charge par la SPADA). Il s'agit d'un lien de confiance, un repère qui leur permet d'avoir un interlocuteur en toute occasion et auquel il indique faire appel en cas de démarches à effectuer.

Nombre d'entre eux semblent dans un entre deux, dans la mesure où ils sont en attente de l'arrivée de leurs enfants, de leur famille et/ou d'un logement plus adapté à leurs attentes.

Ces phases d'attente rendent difficiles leur inscription dans les démarches d'insertion professionnelle. Pour autant l'emploi est un enjeu clé, qui est vu comme un aspect leur permettant d'accéder à l'autonomie, de disposer d'un autre logement.

Nombre d'entre eux ont un projet professionnel clair mais qui souvent il n'est pas validé par les référents emploi avec lesquels ils sont en contact. En effet, l'emploi ou la formation, sauf cas particulier, apparaissent déconnectés de leur attente et/ou des activités exercées dans le pays d'origine. Le fait de ne pas pouvoir être reconnu au titre de leurs compétences est un élément mis en avant par plusieurs d'entre eux.

Les traumatismes subis dans le pays d'origine comme ceux vécus pendant l'exil restent présents et vivaces, mais souvent peu mis en avant. La dimension psychologique ou traumatique reste largement invisibilisée. Ils ne bénéficient que rarement d'une prise en charge sur le plan de la santé, notamment au titre des traumatismes psychologiques.

Par contre, la maladie constitue de fait un élément ayant amené plusieurs d'entre eux à changer de logement pour se rapprocher de villes équipées en établissements de santé.

La reconstitution de la cellule familiale constitue pour certains, notamment pour les femmes en charge d'enfants restés au pays, la seule perspective envisageable à court terme. Pour les autres, l'enjeu principal est l'obtention d'un emploi avec des difficultés à identifier les interlocuteurs.

Ils ont globalement une faible connaissance de leur environnement et des acteurs à solliciter le cas échéant, notamment dans le domaine de l'emploi et des démarches administratives. Ils restent largement « dépendant » de la structure qui les a accompagnés ou qui les accompagne. Les modalités d'accompagnement sont très variables selon les situations, sachant qu'ils ne sont pas toujours demandeurs d'un accompagnement.

Les ressources financières apparaissent faibles (pour la plupart ils bénéficient du RSA) et les personnes qui ne sont pas en emploi n'ont pas de lien sauf avec le pays d'origine (par téléphone ou télévision).

L'ensemble de ces éléments permettent d'identifier des points de vigilance par rapport aux parcours d'accompagnement qui sont à construire dans le cadre du programme AGIR.

3. Un obstacle majeur : l'état de santé

Le constat selon lequel la demande d'asile s'accompagne d'un besoin de prise en charge de profils particulièrement vulnérables est de fait une évidence. Les personnes demandant l'asile ont fui leur pays en raison de violences multiples et ont souvent connu des parcours chaotiques, d'errance voire marqués par des conditions de vie précaires pour arriver en France.

Cette prise de conscience de la vulnérabilité des bénéficiaires de la protection internationale est à l'origine, en mai 2021, d'un plan annoncé par la Ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur, chargée de la Citoyenneté, Marlène Schiappa. Ce plan consiste en « [10 actions pour renforcer la prise en charge des vulnérabilités des demandeurs d'asile et des réfugiés](#) ».

Dans ce cadre, le gouvernement prône une démarche visant à la fois à « mieux repérer ces situations, dès l'accès à la procédure d'asile, et mieux protéger celles et ceux qui présentent ces fragilités plus fortes, tout au long de leur parcours ».

Le plan prône une sensibilisation renforcée de tous les acteurs intervenant dans le champ de l'asile et une meilleure coordination entre ces acteurs. La volonté de repérage renforcé passe également par de nouveaux dispositifs : le rendez-vous santé, l'ouverture de places d'hébergement spécialisées...

4. UN CONTEXTE EVOLUTIF DANS LE DOMAINE DE L'ACCUEIL DES BENEFICIAIRES DE LA PROTECTION INTERNATIONALE

Cette partie se propose de rendre compte de quelques éléments de contexte sur la situation migratoire dans le Haut-Rhin ces dernières années. Il est en effet important de comprendre les flux migratoires qui sont à l'œuvre et les réponses apportées par les institutions, que ce soit au titre de l'hébergement ou des actions financées au titre de l'accompagnement (en particulier dans le logement) ou du parcours d'intégration.

1. Une baisse de la demande d'asile entre 2017 et 2020 mais des hébergements optimisés

Les éléments mis en avant par la DDETSPP dans ses rapports annuels (synthétisés ci-dessous) font état d'une évolution chaotique du nombre de demandeurs d'asile mais surtout des efforts menés pour traiter les situations les plus difficiles et répondre aux enjeux en termes d'hébergement. Cette situation a eu pour effet une augmentation de l'offre d'hébergement. Les actions menées et les partenariats mis en place ont permis de maintenir un taux de présence indue faible (inférieur au niveau national), garantissant une fluidité dans l'hébergement.

L'année 2017 a été fortement impactée par la crise migratoire, suite aux opérations d'évacuation des campements de la région parisienne et à l'accueil des personnes réfugiées, dans le cadre du programme européen de relocalisation des migrants.

Plus de 1500 demandeurs d'asile ont été enregistrés au guichet unique d'accueil en 2017 (+ 65 % par rapport à 2016). Cette progression des demandes a généré de fortes tensions sur le « 115 » et le dispositif hôtelier.

Une adaptation de l'offre a été recherchée par :

- La participation au groupe de travail SRADA, qui vise à harmoniser les modes de prise en charge et les prestations délivrées au niveau régional ;
- L'ouverture de 20 places supplémentaires d'hébergement (PRAHDA) sur la commune de Ferrette ;
- Le renforcement des capacités hôtelières pour permettre une mise à l'abri des ménages les plus vulnérables dans l'attente d'une réorientation vers les places dédiées ;
- Le lancement d'un appel à projets pour l'ouverture de nouvelles places d'hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile (HUDA) ;
- Le maintien de 105 places en Centres d'Accueil et d'Orientation (CAO) pour l'orientation des migrants en provenance de Calais ou de la région parisienne.

En 2018, 1150 demandeurs d'asile ont été enregistrés au guichet unique d'accueil, soit une baisse de 23% par rapport à 2017. En fait, les flux ont connu des variations importantes en cours d'année, ce qui a généré de fortes tensions sur le « 115 » et le dispositif hôtelier, dans la mesure où le dispositif dédié à l'accueil des demandeurs d'asile n'a pas pu répondre à l'ensemble des demandes.

Une gestion plus efficiente de l'offre a été recherchée à travers :

- L'ouverture de 50 places supplémentaires d'hébergement d'urgence (HUDA) sur les agglomérations de Mulhouse et Colmar ;
- Le renforcement des capacités hôtelières pour permettre une mise à l'abri des ménages les plus vulnérables dans l'attente d'une réorientation vers le dispositif national d'accueil ;

- Le maintien de 82 places en Centres d'Accueil et d'Orientation (C.A.O.) pour la relocalisation des migrants en provenance de la région parisienne.

A également été mis en place un suivi régulier des présences indues des ménages ayant obtenu le statut de réfugiés et hébergés dans les structures du dispositif national d'accueil ce qui a permis d'assurer une bonne fluidité des places en maintenant le taux de présence indue en dessous de la cible nationale (2% des personnes hébergées).

2019 a été marquée par la mise en œuvre des nouvelles orientations en matière de politique d'intégration en faveur des réfugiés.

Sur le plan du logement, l'année 2019 a permis de poursuivre la reconfiguration et l'adaptation des dispositifs d'hébergement pour demandeurs d'asile.

1 143 demandeurs d'asile ont été enregistrés dans le Haut-Rhin, soit un flux quasi identique à l'année précédente. Comme en 2018, des variations importantes ont été relevées en cours d'année, générant de fortes tensions sur le « 115 » et le dispositif hôtelier.

Pour y faire face, les actions suivantes ont été mises en place :

- La transformation de places CAO et d'AT-SA (Accueil temporaire – Service Asile) en places d'hébergement d'urgence (HUDA) sur les agglomérations de Mulhouse et Colmar ;
- La conversion de 80 places d'hôtel hors dispositif national d'accueil en 80 places d'HUDA inscrites dans le dispositif ;
- La création de 50 places HUDA 2, ce qui porte le dispositif à 560 places.

Le taux de présence indue a augmenté en dépit d'un suivi régulier. Le travail mené a toutefois permis de maintenir un niveau de fluidité satisfaisant puisque ce taux de présence est resté en dessous de la moyenne nationale (5,8% contre 14,0% au niveau national et 13,3% au niveau régional).

En 2020, le Haut-Rhin a dû faire face aux impacts importants de la pandémie de Covid 19. Le service Inclusion sociale a été fortement impacté dans son organisation interne et dans son activité avec un recentrage exclusif des priorités sur l'urgence et la gestion de crise au cours du premier semestre.

La crise sanitaire a eu pour effet une fermeture des frontières qui a entraîné une baisse importante du nombre de demandeurs d'asile. Seules 621 demandes ont été enregistrées, soit une baisse de 47% par rapport à l'année précédente.

L'impératif de mise à l'abri s'est traduit par un maintien dans les structures qui a entraîné une augmentation du taux de présence indue des ménages réfugiés et déboutés sur la première partie de l'année. La mobilisation des opérateurs sur la seconde partie de l'année a permis de retrouver de la fluidité dans les parcours. Ainsi fin 2020 le taux de présence indue des ménages réfugiés et des ménages déboutés s'élevait respectivement à 1,9% et 2,3%, soit des taux très inférieurs à la moyenne régionale et nationale.

La crise sanitaire a continué à avoir des impacts en 2021, tant sur le nombre d'arrivées des demandeurs d'asile (reprise à la hausse) mais aussi en termes de prise en charge des personnes les plus vulnérables, avec une vulnérabilité renforcée par la crise sanitaire.

L'arrivée de déplacés Ukrainiens, à compter de mars 2022, risque d'avoir un impact sur les enjeux d'hébergements, même si le gouvernement dans une circulaire du 10 mars 2022, a indiqué « que les personnes bénéficiant de la protection temporaire n'ont pas vocation à être hébergées au sein du dispositif national d'accueil pour demandeurs d'asile dès lors qu'elles ne relèvent pas de ce statut ». Il ne devrait donc pas y avoir d'empiètement avec le dispositif d'hébergement "traditionnel" des demandeurs d'asile.

2. Un accompagnement renforcé des étrangers primo-arrivants en faveur du logement et de l'emploi

a. Poursuite de la mobilisation en faveur du relogement des réfugiés

Favoriser un accès rapide au logement est un enjeu essentiel pour renforcer l'autonomie des réfugiés et assurer la fluidité au niveau du dispositif d'hébergement des demandeurs d'asile.

Dans un contexte d'augmentation du taux d'obtention du statut (48 % en 2017) et de raccourcissement des délais de procédure, le nombre de réfugiés présents dans les structures d'hébergement a augmenté en 2017 et 2018.

L'enjeu était donc de favoriser un accès rapide au logement et à l'intégration des réfugiés.

C'est pourquoi la DDCSPP a :

- animé une commission de suivi des situations des réfugiés, en lien avec les partenaires mobilisés en faveur de l'accès au logement et de leur intégration ;
- développé des places spécifiques en logement accompagné pour les jeunes réfugiés sans ressources.

Mais elle a surtout :

- renforcé les moyens alloués aux opérateurs pour l'accompagnement social dans le logement : financement de 5 postes de travailleurs sociaux, dédiés à l'accompagnement dans et vers le logement, à compter du second semestre 2018 ;
- pérennisé 15 places spécifiques en logement accompagné pour les jeunes réfugiés ne pouvant accéder immédiatement à un logement ordinaire, faute de ressources.

Au total, en 2018, 196 logements classiques ou adaptés ont été mobilisés en faveur de 497 personnes réfugiées ou « réinstallées ».

En 2019, le service inclusion sociale a reconduit le financement des 5 postes de travailleurs sociaux dédiés à l'accompagnement vers et dans le logement et les objectifs de relogement des réfugiés ont été pleinement atteints : 92 logements mobilisés pour 232 personnes réfugiées relogées.

En 2020, ce sont 85 ménages soit 230 personnes qui ont bénéficié de ces relogements et le nombre a encore augmenté en 2021 : 124 ménages relogés soit 328 personnes.

b. Développement des actions d'intégration en faveur de l'emploi

Cet appui au relogement s'est accompagné d'une adaptation des actions menées dans le domaine de l'intégration des étrangers primo-arrivants (dont les bénéficiaires de la protection internationale). L'analyse des actions financées au titre de l'appel à projets annuel permet à la fois de relever les orientations principales et d'identifier les acteurs.

En 2017, 21 dossiers de demandes de subvention ont été reçus et instruits dans le cadre de l'appel à projets. Les crédits délégués ont permis de soutenir des actions d'apprentissage de la langue française, d'accès aux droits et d'accès à l'emploi à destination de signataires du contrat d'insertion républicaine (CIR).

En 2018, 21 demandes de subvention ont été instruites dans le cadre de l'appel à projets et 19 actions ont été financées. Les crédits délégués ont permis de soutenir, en plus des actions habituelles

d'apprentissage de la langue française et d'accès aux droits, des projets expérimentaux de formation linguistique à visée professionnelle et d'accès à l'emploi à destination de personnes primo-arrivantes ou réfugiées, signataires du contrat d'insertion républicaine (CIR).

En 2019, ce sont 26 actions qui ont été financées. Ces crédits ont permis de soutenir, en plus des actions habituelles d'apprentissage de la langue française et d'accès aux droits, des projets de formation linguistique à visée professionnelle et d'accès à l'emploi à destination de personnes primo-arrivantes, notamment un dispositif spécifique pour le PIAL et des actions d'accès à l'emploi.

27 actions ont été financées en 2020 : des actions d'apprentissage de la langue française et d'accès aux droits et des projets expérimentaux de formation linguistique à visée professionnelle et d'accès à l'emploi à destination de personnes, signataires du contrat d'insertion républicaine (CIR).

En 2021, 23 actions ont été financées au titre de l'action 12. 18 actions l'ont été au titre de l'apprentissage de la langue française et de la formation linguistique à visée professionnelle, trois actions concernant plus particulièrement l'accompagnement vers l'emploi (Focus public féminin, Jeunes de – 25 ans).

Au total ce sont une vingtaine de structures qui se mobilisent tous les ans, pour certaines depuis de nombreuses années, afin de proposer des actions visant à favoriser l'intégration (par des actions linguistiques, par des appuis dans le domaine de l'emploi, de la parentalité, de la citoyenneté et plus récemment du sport).

Certaines ont une dimension départementale, c'est le cas du CIDFF, du CIAREM, CDAFAL ou encore de Face Alsace.

Mais la plupart d'entre elles interviennent sur un territoire spécifique : AFSCO, CSC Bel Air, CSC Brustlein, CSC Lavoisier, CSC Papin, CSC Pax, CSC Wagner à Mulhouse, ASTI à Colmar, CSC Fil d'Ariane à Illzach, CSC Coréal à Wittenheim, CSC de Saint-Louis, CSC du Val d'Ardent à Sainte Marie aux Mines, CSC du pays de Thann à Thann, MJC /CSC La Bobine à Pfastatt, CSC la Passerelle à Rixheim.

Deux structures se sont mobilisées récemment : La Passerelle des talents ou encore Profession Sport et Loisirs Alsace.

Enfin deux structures, intervenant plus particulièrement dans l'hébergement et l'accompagnement des bénéficiaires de la protection internationale mettent en place des actions dans le cadre du programme 104, à savoir Aléos et Appuis.

3. Les structures d'hébergement dans le Haut-Rhin

Le comité opérationnel asile-intégration organisé le 19 mai 2021 a fait état d'un accroissement des capacités d'hébergement des demandeurs d'asile et des bénéficiaires de la protection internationale de **17,3% entre 2017 et 2021** (soit 223 places supplémentaires).

➔ Les structures d'hébergement

Structure de premier accueil des demandeurs d'asile du Haut-Rhin (SPADA 68)

Lors de leur arrivée sur le département du Haut-Rhin, les personnes ayant fui leur pays sont orientées vers la SPADA qui assure plusieurs missions sociales, comme la domiciliation des personnes et l'aide au récit dans le cadre du dépôt de la demande d'asile à la France. La SPADA 68 se veut être un point d'accueil-conseils et d'accompagnement pour toutes les personnes entrant dans le champ de la demande d'asile.

Centre d'Accueil et d'Evaluation des Situations (CAES)

Le CAES accueille les personnes venant d'arriver en France et demandant l'asile. Après passage par la SPADA et un enregistrement par un guichet en préfecture et à l'Office français de l'immigration et de l'intégration qui les y oriente pour un séjour court (3 semaines maximum) visant la mise à l'abri, l'ouverture des droits et procédures, et l'évaluation de la vulnérabilité.

Centres d'Accueil de Demandeurs d'Asile (CADA)

Les CADA offrent aux demandeurs d'asile un lieu d'accueil pour toute la durée de l'étude de leur dossier. Cet accueil prévoit leur hébergement, ainsi qu'un suivi administratif (accompagnement de la procédure de demande d'asile), un suivi social (accès aux soins, scolarisation des enfants, etc.) et une aide financière alimentaire. Le CADA doit veiller au respect du délai de sortie une fois l'obtention du titre de séjour.

Hébergement d'urgence des demandeurs d'asile (HUDA)

Pour pallier le manque de places de CADA, un dispositif d'hébergement d'urgence à destination des demandeurs d'asile s'est développé de 2000 à 2010, en particulier en Auvergne-Rhône-Alpes et dans le Grand Est.

➔ Les structures en direction des bénéficiaires de la protection internationale

Les **Centres Provisoires d'Hébergement (CPH)** accueillent les familles ou les personnes qui ont obtenu le statut de réfugié délivré par l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) ou la Cour Nationale du Droit d'Asile (CNDA). Ils proposent également un accompagnement socio-professionnel garantissant une première insertion en France (accès aux droits, scolarisation, suivi médical etc.). Les CPH accompagnent les réfugiés pendant environ 9 mois avec la possibilité de prolonger pendant trois mois le séjour.

Sur le Haut-Rhin, on recense 100 places disponibles (en augmentation rapide sur les dernières années).

Le **service d'insertion des réfugiés (SIR)**, porté par l'association APPUIS, propose depuis 2004 un accompagnement global de familles sous protection internationale. Il a pour objectif de soutenir les ménages, en particulier ceux les plus en difficulté, sortant des CADA du Haut-Rhin et ayant obtenu le statut de réfugié ou la protection subsidiaire, en vue de leur insertion sociale, professionnelle et culturelle.

Il s'agit de préparer et d'accompagner l'accès à un logement du secteur public ou privé, dès l'obtention du statut et d'orienter vers une formation linguistique adaptée, de soutenir l'élaboration et la réalisation d'un projet d'insertion professionnelle et de faciliter l'intégration culturelle et sociale.

Le CADA saisit le SIR grâce à une fiche d'évaluation. Un rendez-vous est pris par le travailleur social du SIR pour une première rencontre qui se déroule au CADA et qui réunit les travailleurs sociaux du SIR, du CADA ainsi que le ménage concerné et le cas échéant, un interprète pris en charge par le CADA.

Cette rencontre donne lieu à un diagnostic partagé, qui, avec l'adhésion du ménage, débouchera sur la signature contractuelle d'un projet personnalisé. A partir de cette rencontre, la mesure d'accompagnement démarre (partie logement – travailleur social du SIR / accompagnement global – travailleur social du CADA).

Tous les ménages bénéficiaires d'une procédure de protection internationale sortant d'un CADA du Haut-Rhin sont potentiellement éligibles à l'accompagnement social du SIR⁶⁸, avec une priorité donnée aux ménages les plus en difficultés.

Le SIR, porté par l'association Appuis, intervient sur l'ensemble du département, avec deux centres opérationnels à Mulhouse et Colmar. Il a permis d'accompagner entre 50 et 60 ménages en hébergement ou en logement autonome.

5. LE SYSTEME D'ACTEURS EN PRESENCE

1. Un système d'acteurs resserré

On recense à l'échelle du département un nombre d'acteurs, intervenant au titre de l'accueil et de l'accompagnement des bénéficiaires de la protection internationale, finalement assez limité. Ils sont quatre opérateurs : ACCES, ADOMA, ALEOS et APPUIS.

Ce système d'accueil et d'accompagnement présente des atouts mais aussi des limites. Il se caractérise en effet par :

- des acteurs spécialisés dans le domaine de l'hébergement d'urgence (notamment des demandeurs d'asile) implantés depuis de nombreuses années,
- une sur-représentation des acteurs assurant la prise en charge des bénéficiaires de la protection internationale dans les grandes villes (Colmar, Mulhouse et dans une moindre mesure Saint-Louis),
- une offre qui s'est développée en interne pour répondre aux besoins identifiés au niveau des bénéficiaires de la protection internationale.

Ces éléments ont pour effet un système de relations et d'entente entre acteurs positif mais finalement une absence de liens réels pour co-construire des actions. Chacun intervient au sein de sa structure auprès de ces publics. Les logiques d'accompagnement individualisé et les trajectoires vécues font également que les bénéficiaires de la protection internationale maintiennent, au moins pour une partie d'entre eux, des liens étroits avec la structure (et le référent) qui les a accompagnés, même au-delà de la phase d'accompagnement.

Les structures mobilisent différents programmes et dispositifs qui permettent de mettre en place des accompagnements différenciés en fonction des besoins.

Ces structures mobilisent des équipes pluridisciplinaires permettant de disposer des compétences adaptées aux profils des personnes accompagnées (ex CESF).

Par exemple, Aléos a recruté en septembre 2021 un psychologue (financement programme 104 – action 15). Aléos gère un hébergement CPH : places pour des familles et des personnes isolées sur Mulhouse, Colmar et Cernay. L'association dispose par ailleurs d'un service dédié aux jeunes : 15 places d'hébergement + accompagnement social sur environ 12 mois.

L'internalisation au sein des structures des réponses aux difficultés rencontrées par les acteurs (actions dans le domaine de la maîtrise de la langue, dans le domaine du logement...) a également pour effet la structuration de liens faibles, voire distendus avec les autres acteurs, y compris avec ceux financés dans le domaine de l'intégration (actions 12 / bop 104) qui pourrait naturellement être mobilisés.

2. Un enjeu de coordination des acteurs

L'enjeu du programme AGIR est d'assurer une coordination entre les acteurs pour garantir une orientation optimisée.

Si globalement les entretiens n'ont pas fait apparaître de dysfonctionnement majeur, ils n'ont pas relevé de dynamique partenariale et les liens entre acteurs semblent assez limités. Il n'existe que peu d'espace ou de lieu de travail en commun (cf. partie suivante du document), hormis ceux à l'initiative de la DDETSPP qui s'inscrit principalement dans la gestion de l'hébergement.

Pour autant les acteurs s'accordent sur le fait que la multiplicité du nombre d'intervenants auprès des réfugiés nécessite une bonne coordination d'une part mais aussi une connaissance des dispositifs existants et des champs d'intervention des autres acteurs pour s'inscrire dans une logique de complémentarité.

Si la connaissance des acteurs mobilisables semble acquise, l'enjeu clé réside dans les articulations et complémentarités entre acteurs (notamment ceux de droit commun) dans les territoires dotés de nombreux acteurs impliqués comme dans les territoires moins dotés, car situés hors des grandes agglomérations.

3. Place et rôle des acteurs institutionnels

Il est proposé dans cette partie de présenter la situation actuelle et les évolutions attendues et souhaitables dans le cadre du déploiement du programme AGIR.

L'Etat, le niveau préfectoral

➔ Actuellement

Il existe un comité départemental asile / intégration mais qui finalement a été peu réuni ces dernières années. La dernière réunion a eu lieu le 19 mai 2021. En l'absence du secrétaire général de la Préfecture, c'est la Directrice départementale adjointe de la DDETSPP qui en a assuré l'animation.

➔ Les attentes au titre du programme AGIR

Il est prévu dans le cadre de la gouvernance du programme la mise en place d'instances à différents niveaux (national, régional et départemental). Au niveau départemental, il est attendu du niveau préfectoral l'animation d'un comité opérationnel. Il sera amené à se réunir à minima 4 fois par an sous la présidence du représentant de l'Etat dans le département qui associe les autres acteurs départementaux.

Cela passe, au regard de la situation actuelle, par un renforcement de la gouvernance institutionnelle pour échanger au niveau local, définir les rôles clés (Préfecture, DDETSPP, CeA, Pôle Emploi, Missions Locales) pour disposer en transversalité des informations et outils nécessaires pour développer l'expertise en matière d'accompagnement, favoriser la fluidité et éviter les freins, voir les redondances.

➔ Les préconisations

Répondre aux problématiques identifiées dans le cadre d'un parcours d'intégration nécessite une mobilisation institutionnelle renforcée à l'échelle départementale.

- Fonctionnement d'une gouvernance départementale (comité opérationnel) pour optimiser les interventions des différents acteurs et pour pouvoir trouver des solutions quand il y a un blocage.
- Dispositif d'interpellation en fonction des situations.

Il y a besoin d'une coordination préfectorale pour permettre un travail interministériel. Cette instance est en effet seule légitime pour interpellier les différents acteurs et en particulier les collectivités et entreprises.

L'Etat, la DDETSPP

➔ Actuellement

Au niveau de la DDETSPP, c'est le service « inclusion sociale », au sein du pôle « emploi, insertion et solidarités », qui assure la mise en œuvre et le suivi sur le département des politiques en matière de cohésion sociale et de lutte contre l'exclusion, portées par le Ministère des Solidarités et de la Santé, le Ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales et le Ministère de l'Intérieur.

Le service intervient à la fois sur :

- Le pilotage, le financement et le contrôle des structures d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile et des réfugiés via :
 - La structuration et suivi du dispositif d'hébergement pour demandeurs d'asile et réfugiés ;
 - La tarification des Centres d'Accueil des Demandeurs d'Asile (C.A.D.A.), des Centres Provisoires d'Hébergement pour les réfugiés (CPH) ;
 - Le financement des structures d'hébergement d'urgence (HUDA) ;
 - L'inspection, le contrôle et l'évaluation des CADA (art. L 313-3 du CASF), CPH et structures d'hébergement d'urgence.
- La contribution à la mise en œuvre de la politique d'intégration des étrangers primo-arrivants à travers :
 - Le relogement et l'accompagnement vers le logement des ménages réfugiés ;
 - Le financement d'actions d'intégration en direction des étrangers primo-arrivants ;
 - Le financement de dispositifs et d'actions en faveur de l'intégration des réfugiés.

A ce titre, la DDETSPP co-anime chaque mois, avec les associations APPUIS et ACCES (associations gestionnaires des dispositifs d'hébergement et d'accompagnement des réfugiés - gestion de CPH), la commission technique réfugiés.

D'autres partenaires sont ponctuellement invités ou présents : OFII, service immigration préfecture, Caf, opérateurs financés sur les actions 12 ou 15 du Bop 104 pour présentation de leurs actions... Cette instance permet surtout d'orienter les personnes ayant obtenu le statut vers les dispositifs existants (CPH, SIR, AVDL...), de faire un point régulier sur les présences indues de ménages réfugiés dans les structures du Dispositif national d'accueil, d'évoquer les difficultés ou points de blocage sur les situations et les parcours, d'informer sur l'actualité des dispositifs, formations en faveur des réfugiés...

➔ Les attentes au titre du programme AGIR et les préconisations

Sur le plan de l'animation, le travail engagé (articulation inter-acteurs et mise en cohérence) est à renforcer, tout en maintenant l'existant.

Dans cette perspective, la DDETSPP, en appui au niveau préfectoral, sera chargée de l'animation du programme AGIR en lien avec l'opérateur référent. A ce titre, elle assurera la mise en œuvre de la feuille de route et s'appuiera sur son cœur de métier pour optimiser les accompagnements mis en place. Elle assurera une fonction de suivi et d'évaluation du programme.

L'objectif est de partager une feuille de route claire avec les partenaires « clés » pour :

- s'appuyer sur les compétences « cœur de métier » des partenaires,
- articuler et mailler les dispositifs et initiatives déployés,
- assurer le suivi et l'évaluation du programme.

L'Office Français de l'Immigration et de l'intégration (OFII)

➔ Actuellement

L'OFII est apparu comme un acteur incontournable du 1^{er} niveau pour les acteurs rencontrés. Des liens importants et réguliers sont mis en avant. Une structuration est en cours avec Pôle Emploi. Par contre les liens apparaissent assez distendus avec les missions locales.

Si les liens qui se développent sont considérés comme un atout par les acteurs concernés, l'OFII met en avant une primo-orientation qui reste difficile car il est amené à intervenir au tout début du parcours de la personne. L'OFII a un rôle d'orientation qui est impacté car la rencontre avec le

bénéficiaire de la protection internationale est trop courte et arrive trop tôt dans le parcours pour être optimale. Cette situation plaide pour une articulation entre acteurs au plus tôt du parcours.

➔ **Les attentes au titre du programme AGIR et les préconisations**

L'OFII a prévu de poursuivre son engagement en faveur de l'intégration des réfugiés et bénéficiaires de la protection subsidiaire en intégrant le programme AGIR dans ses missions¹.

Le programme AGIR sera présenté, par l'OFII, à chaque bénéficiaire de la protection internationale lors de la signature du contrat d'intégration républicaine, à l'occasion de la demi-journée d'accueil et d'intégration.

4. Autres acteurs notamment de droit commun

L'accompagnement pose également la question du relais vers le droit commun. Les entretiens menés et les observations n'ont pas permis de disposer d'informations suffisantes pour objectiver ce « relais ». Une des personnes rencontrées, responsable d'une structure d'hébergement et d'accompagnement » indique qu'« Il y a encore à améliorer le partenariat pour fluidifier les parcours même s'il est déjà efficient ».

Compte tenu du profil des bénéficiaires de la protection internationale, une attention particulière doit être portée aux accompagnements mis en place en direction des bénéficiaires du *revenu de solidarité active*², via le lien avec les référents de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA).

Les acteurs ont indiqué qu'actuellement quand un accompagnement se termine, le relais est fait vers le droit commun. Pour autant il semble que ce lien entre structures d'accueil et structures relais est à optimiser : il est à travailler au plus tôt de l'accompagnement et dans le cadre du parcours.

En effet, il a été fait état de situations où les acteurs de droit commun, démunis face aux questions des bénéficiaires de la protection internationale, notamment dans le domaine du droit, les renvoient vers les acteurs dédiés. Ce sont parfois les bénéficiaires de la protection internationale eux-mêmes qui resollicitent la structure qui les a accompagnés et/ou dans laquelle ils étaient hébergés.

Assurer un accompagnement de qualité pour les publics nécessite donc d'agir en direction des acteurs de droit commun mais aussi d'assurer, pour les situations les plus complexes, un lien entre l'opérateur agissant au titre du programme AGIR et la structure / personne relais.

Le programme AGIR peut constituer un levier pour renforcer les capacités d'agir des structures de droit commun qui ne sont pas toujours familiarisées avec les problématiques propres aux réfugiés (état civil, réunification familiale, échanges de permis de conduire (formalités administratives longues) accès à la nationalité...).

Concernant plus particulièrement les acteurs de l'emploi, un partenariat est en train de se mettre en place entre Pôle Emploi et l'OFII dans le cadre d'une convention. Au-delà de ce travail d'élaboration de la convention visant une meilleure collaboration, il a été fait état de rencontres (en visio) autour de sujets clés : garde d'enfants, articulation A2 / B1 ... Dans le cadre du partenariat il est également prévu une visite des référents Pôle Emploi sur la plateforme de l'OFII afin de mieux connaître les démarches.

¹ <https://www.ofii.fr/agir-un-programme-daccompagnement-individualise-des-refugies-vers-le-logement-et-lemploi-presente-par-lofii/>

² Le RSA est géré par la Collectivité européenne d'Alsace, versé par la Caisse d'allocations familiales (CAF) et la Mutualité sociale agricole (MSA). Il est destiné à garantir aux personnes sans ressources un niveau minimum de revenu variable selon la composition du foyer avec en contrepartie une obligation de chercher un emploi ou de définir et suivre un projet professionnel visant à améliorer sa situation financière.

Du côté des missions locales, des liens se sont également structurés notamment à l'occasion du déploiement du PIAL (Parcours d'Intégration pour l'Apprentissage de la Langue) afin d'adapter les formations FLE.

Plus globalement il est apparu nécessaire d'optimiser les relations auprès des acteurs de l'emploi. La réflexion sur les actions à mener en direction des bénéficiaires de la protection internationale passe aussi par la création d'un lien renforcé au Service Public de l'Emploi. Dans un souci de subsidiarité (ne pas refaire ce qui est déjà fait), le SPE doit être mobilisé, informé et formé aux enjeux des parcours d'insertion des bénéficiaires de la protection internationale pour construire des réponses adaptées. Dans le même temps, les acteurs en charge du programme AGIR doivent être en lien avec le SPE pour faire état des problématiques rencontrées et être informés des actions et dispositifs existants.

Le SPEL (Service public de l'emploi local) déployé sur l'ensemble des territoires au niveau des arrondissements pourrait être l'interlocuteur pertinent en proximité. Les fonctionnements étant différents d'un SPEL à l'autre, l'enjeu est peut-être de s'assurer à minima que l'emploi des bénéficiaires de la protection internationale soit inscrit dans les priorités de travail.

Le CIDFF68, à travers la plateforme linguistique, peut constituer un interlocuteur intéressant, de par sa connaissance transversale des enjeux et des situations des bénéficiaires de la protection internationale. Des interventions ont déjà lieu ponctuellement, sur demande, auprès de conseillers de Pôle Emploi et des Missions Locales.

5. L'opérateur en charge du déploiement du programme AGIR

L'opérateur aura la charge :

- de développer les missions d'appui et de suivi,
- de faciliter l'émergence de nouvelles réponses face aux enjeux identifiés,
- de diffuser des méthodes de travail innovantes permettant de répondre de manière adaptée aux défis à l'échelle des territoires comme des profils socio-démographiques des nouveaux arrivants relevant de la protection internationale,
- d'assurer le suivi du projet.

Ces démarches seront assurées dans le respect des principes du programme AGIR (cf. rappel des principes sur la partie 8 du rapport). Il s'agira également pour l'opérateur d'assurer le contrôle des services effectués et de participer à l'évaluation du programme (par la définition et l'alimentation d'indicateurs validés par les financeurs).

Son rôle sera essentiel pour :

- Faciliter le partenariat et les échanges avec les acteurs en présence sur le territoire,
- Faciliter le maillage de tous les acteurs au niveau territorial
- Contribuer au décloisonnement entre acteurs pour rapprocher la sphère sociale et la sphère professionnelle et économique,
- Veiller à la cohérence et à la complémentarité de la démarche AGIR avec les autres dispositifs existants,
- Veiller à disposer d'une vision globale des projets.

6. Recommandations pour optimiser le système d'acteurs

Au-delà de la **mise en œuvre des instances prescrites au titre du programme AGIR**, comité opérationnel et comité de pilotage, dans une logique de pilotage et d'animation, il y a un enjeu à **fluidifier les liens entre acteurs** (en intégrant les acteurs mobilisés au titre du programme 104) pour optimiser les prises en charge et permettre aux bénéficiaires de la protection internationale de bénéficier des actions et équipement disponibles sur le territoire.

Cela peut passer, **au niveau local**, par le fait de :

- ➔ Réaliser des diagnostics territoriaux pour identifier les acteurs mobilisables au titre du droit commun,
- ➔ Informer et former sur les problématiques spécifiques des bénéficiaires de la protection internationale (entre acteurs du territoire pour renforcer l'interconnaissance),
- ➔ Construire un partenariat actif par la mise en place d'une équipe projet territoriale permettant de co-construire des réponses en fonction des situations,
- ➔ Structurer, pour les situations les plus difficiles en fin d'accompagnement, un lien entre la structure agissant au titre du programme AGIR et une structure relais identifiée.

6. LES DISPOSITIFS DEPLOYES DANS LE HAUT-RHIN

Il s'agit de présenter les dispositifs spécifiques mis en œuvre au niveau du Haut-Rhin à destination des bénéficiaires de la protection internationale.

De nombreux dispositifs sont d'ores et déjà déployés dans le département et permettent de répondre aux enjeux d'intégration des bénéficiaires de la protection internationale.

Ils bénéficient des politiques publiques d'intégration à quatre niveaux :

- par les formations dispensées par les prestataires de l'OFII, dans le cadre du contrat d'intégration républicaine (CIR) ;
- par des actions spécifiques, financées en partie ou en totalité par l'action 15 du programme 104 ;
- par des actions ouvertes à l'ensemble des signataires du CIR, financées en partie ou en totalité par l'action 12 du programme 104 ;
- par des actions de droit commun.

Un certain nombre d'actions et de programmes proposent d'ores et déjà, via des structures dédiées, des démarches d'accompagnement global.

Programmes et dispositifs identifiés (non exhaustifs)

Le **programme Hope (Hébergement, orientation, parcours vers l'emploi)** répond aux besoins de main-d'œuvre de l'industrie, des services et du BTP, trois secteurs en tension, par la formation de migrants ayant obtenu l'asile en France. Il est porté par l'AFPA.

Le programme permet de mettre en place un parcours d'accompagnement vers l'emploi pour les bénéficiaires d'une protection internationale et de favoriser leur autonomie. Dans le même temps il permet d'apporter une réponse aux entreprises qui peinent à embaucher, notamment dans les secteurs en tension.

Il s'adresse à tous les bénéficiaires de la protection internationale avec une priorité aux personnes isolées de moins de 25 ans hébergées dans les structures d'hébergement pour demandeurs d'asile ou dans les structures d'hébergement d'urgence.

La plus-value du programme repose sur le fait qu'il propose un accompagnement global intégrant l'hébergement pendant toute la durée du parcours pour lever les freins à l'insertion dans la société française, via l'emploi.

Il repose sur un parcours d'insertion par l'emploi s'appuyant sur :

- Une formation en français à visée professionnelle, concomitamment à la construction du projet professionnel, dans le cadre d'une ingénierie et d'outils adaptés (préparation opérationnelle à l'emploi collective) ;
- une formation métier, via un contrat de professionnalisation ou un contrat de développement professionnel intérimaire, orientée vers les besoins non pourvus des entreprises ;
- des prestations d'hébergement et de restauration sur le lieu de formation ;
- un accompagnement global (administratif, social, professionnel, médical, citoyen, etc.).

Le programme est déployé dans 76 centres de l'AFPA (2 sont situés dans le Haut-Rhin : Colmar³ et Mulhouse).

³ Pour en savoir plus : <https://www.haut-rhin.gouv.fr/content/download/29387/181557/file/CP%20-%20Rencontre%20avec%20les%20r%C3%A9fugi%C3%A9s%20du%20programme%20Hope%20%C3%A0%20Colmar-1.pdf>

Pour le Haut-Rhin, les formations récentes ont été annulées faute de candidats alors que les formations proposées visaient à répondre plus particulièrement aux vacances d'emplois dans les métiers en tension. Cette situation met en exergue la nécessité de mobiliser tous les acteurs pour construire les parcours d'emploi.

L'Accompagnement Vers et Dans le Logement Réfugiés (AVDLR) est un dispositif d'accompagnement axé en priorité sur l'accès au logement et l'inclusion des réfugiés. C'est une aide fournie à un ménage rencontrant un problème d'accès ou de maintien dans un logement, en raison de difficultés financières, de difficultés d'insertion sociale ou d'un cumul des deux.

L'accompagnement vise à permettre aux ménages d'accéder à un logement et/ou à bien y vivre durablement en accédant à leurs droits et en respectant les obligations inhérentes au statut de locataire. L'objectif visé est l'autonomie de la personne dans la prise en charge de son parcours logement.

Il est mené par les travailleurs sociaux d'associations, les opérateurs AVDL. La durée de cet accompagnement est adaptée aux besoins du ménage accompagné.

L'accompagnement se fait en trois étapes :

1. La recherche d'un logement qui repose sur un diagnostic et une évaluation du projet de la personne, la complétude des pièces justificatives nécessaires (caution, garantie, aides au logement), la prise de contact avec les futurs propriétaires, l'accompagnement lors de la visite du logement, la signature du bail.
2. L'installation dans le logement : elle donne lieu à un accompagnement pour l'état des lieux, l'ouverture des compteurs, la recherche d'équipements, l'accompagnement budgétaire, le lien et les conseils au propriétaire.
3. Le suivi dans le logement dure 3 mois ainsi que l'orientation relais (ASLL, référent RSA), accompagnement du budget.

Au niveau du Haut-Rhin, le dispositif repose sur 5 postes de travailleurs sociaux destinés à l'accompagnement vers et dans le logement des bénéficiaires de la protection internationale sortant des structures d'hébergement dédiés aux demandeurs d'asile. Les opérateurs associatifs financés sont Appuis, Aléos, Adoma, Accès. Chaque travailleur social accompagne 25 ménages pendant un an maximum soit 125 accompagnements par an, sachant que Appuis et Aléos portent environ 38 mesures chacune et 25 mesures chacune pour Adoma et Accès.

Le PIAL – Parcours d'Intégration par l'Apprentissage de la Langue⁴ - est un dispositif mis en place par l'Etat et dont la gestion est confiée aux missions locales.

L'objectif est de sécuriser l'accès des jeunes étrangers primo-arrivants aux dispositifs de droit commun (Avenir Jeunes, Ecole de la 2ème Chance, EPIDE, Contrat Engagement Jeune, IAE...). Concrètement, chaque jeune bénéficie d'une allocation sur une durée de 3 à 6 mois maximum et d'une formation linguistique complémentaire à celle faisant suite à la signature du Contrat d'Intégration Républicain (gestion OFII).

Bien que n'étant pas réservés aux bénéficiaires d'une protection internationale, ces parcours sont particulièrement pertinents pour les bénéficiaires jeunes. En effet, ne bénéficiant souvent d'aucun réseau familial en France, ne disposant pas d'un accès au RSA et pour la plupart allophones, ces jeunes sont particulièrement demandeurs de tout dispositif d'accompagnement renforcé.

Dans le cadre des appels à projets « **Intégration professionnelle des réfugiés** » au titre du **Plan d'Investissement dans les compétences**, une action est déployée par Face Alsace.

Le projet Nouveau Départ⁵ consiste en un accompagnement socio-professionnel auprès de 150 bénéficiaires d'une protection internationale et demandeurs d'asile de plus de 6 mois. Les objectifs de cette action sont de renforcer l'accompagnement socio-professionnel pour accéder à l'emploi et à la

⁴ <https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/pic/pial-pic>

⁵ <https://www.oriv.org/wp-content/uploads/FACE-Alsace-Nouveau-depart.pdf>

formation, d'impliquer les entreprises dans l'insertion professionnelle des bénéficiaires et de développer des partenariats entre les acteurs publics, privés et associatifs au profit des bénéficiaires. Cela passe par :

- Un renforcement du parcours d'accompagnement socioprofessionnel de 150 BPI (dont 90 pour le Haut-Rhin) et demandeurs d'asile de plus de 6 mois sur 3 ans (promotion de 10 personnes) ;
- La formation de 6 binômes de services civiques dont l'objectif sera de sensibiliser à l'interculturalité au minimum 10 entreprises ;
- La mobilisation, l'implication et la sensibilisation d'entreprises dans l'insertion professionnelle des bénéficiaires ;
- La volonté de favoriser une plus grande synergie entre les acteurs publics, privés et associatifs au profit des bénéficiaires en développant des partenariats nationaux et locaux.

7. LA DIMENSION TERRITORIALE DE L'ACCUEIL DES BENEFICIAIRES DE LA PROTECTION INTERNATIONALE

a. Une présence dans de très petites communes comme dans les agglomérations

La présence des bénéficiaires de la protection internationale n'est pas également répartie sur le territoire. Elle résulte d'une double logique : l'arrivée sur les grands pôles urbains qui sont par ailleurs, dans le Haut-Rhin, historiquement des villes d'accueil et les effets du dispositif national d'accueil qui a eu pour effet le déploiement d'une offre d'hébergement liée à la demande d'asile sur des territoires ayant une présence immigrée faible et des logements disponibles.

Cette situation a fortement des impacts sur les parcours des personnes et surtout sur la construction de l'accompagnement sur le territoire. En effet, les territoires concernés ne présentent pas tous les mêmes accès aux services et équipements. Les différences principales relèvent de la mobilité, de l'offre disponible en termes d'actions (maîtrise de la langue) ou de service (santé – besoin des personnes de prise en charge médicale) et les opportunités d'emploi.

Pour autant la présence de services n'est pas la seule dimension à prendre en compte comme le montrent les travaux menés par Matthieu TARDIS (cf. ci-dessous).

L'un des enjeux majeurs semble être la mobilité. Elle conditionne le maintien ou non sur les territoires. L'inscription dans une démarche d'insertion s'accompagne le plus souvent d'une recherche de proximité avec des équipements permettant d'assurer la mobilité. Les territoires isolés et éloignés sont de ce fait délaissés, après la période de demande d'asile au profit de territoires mieux dotés ou les déplacements sont facilités.

Si l'un des enjeux est de maintenir la présence des bénéficiaires de la protection internationale dans la durée, il semble nécessaire d'investir encore plus fortement l'offre existante de transports en commun sur les territoires, notamment par une mobilisation plus forte du droit commun à l'échelle des petites communes.

Par ailleurs, les relais peuvent être complexes à mettre en place sur ces territoires, ce qui implique que l'accompagnement prenne plus de temps.

b. Atouts et freins des territoires pour un accueil optimisé

Une étude réalisée par Matthieu TARDIS⁶ portant sur la prise en charge de bénéficiaires de la protection internationale (notamment des réinstallés), précise les éléments expliquant l'accueil des réfugiés dans les petites villes :

- La répartition des migrants de Calais et de Paris depuis 2015,
- L'ouverture de nouveaux CADA et la territorialisation de l'accueil des demandeurs d'asile,
- Le relogement des réfugiés par la plate-forme de la DIHAL,
- Une meilleure répartition des réfugiés réinstallés depuis 2017.

⁶ "Une autre histoire de la "crise des réfugiés" - La réinstallation dans les petites villes et les zones rurales en France". Matthieu TARDIS, chercheur à l'IFRI (Institut français des relations internationales) au Centre Migrations et Citoyennetés.

Cette étude met en avant les atouts et handicaps des petites villes dans le cadre de cet accueil. A contre-courant des analyses habituelles, Matthieu TARDIS considère que la mobilité, l'accès aux soins, l'apprentissage de la langue, la scolarisation et l'accès à l'emploi qui sont souvent peu accessibles dans les petites villes constituent des désavantages relatifs. Selon l'auteur ils sont compensés par une coordination plus fluide des acteurs et la solidarité citoyenne. A la condition toutefois d'une mobilisation politique, d'une articulation des rôles de la DDETSP et des élus locaux et d'une bonne articulation entre les opérateurs associatifs et les bénévoles.

Ces derniers points sont valables plus largement sur les autres territoires.

Les défis à travailler à l'échelle des territoires sont en fait les mêmes pour les bénéficiaires de la protection internationale et la population locale à savoir en priorité la mobilité, la santé, l'accès aux services. Agir en direction des bénéficiaires de la protection internationale peut finalement être un levier en matière de développement et d'aménagement pour le territoire au bénéfice de tous.

En effet, intégrer les bénéficiaires de la protection internationale sur le long terme suppose, au plan territorial, de pérenniser les démarches engagées qui reposent souvent sur le volontariat, celui des maires accueillants mais aussi des bénévoles.

Il y a donc un enjeu à soutenir et à reconnaître le rôle des bénévoles.

L'une des difficultés identifiées par Matthieu TARDIS réside dans le passage de relais de l'accompagnement de ces personnes aux services de droit commun.

Plus encore qu'en milieu urbain, il apparaît nécessaire d'allonger la durée de prise en charge des opérateurs spécifiques tout en travaillant la relation avec les acteurs du droit commun. Il s'agit à ce niveau de les responsabiliser, informer et soutenir, en mettant l'accent sur les CCAS et les travailleurs sociaux de secteur.

Au-delà de ces points de vigilance, l'étude met en avant un certain nombre d'enseignements de l'accueil des réfugiés dans les petites villes.

Matthieu TARDIS propose de réfléchir à une meilleure adéquation entre les profils des bénéficiaires de la protection internationale et les opportunités des territoires (logement, santé, métiers, traducteurs...).

Plus globalement, il prône la structuration d'un « nouveau modèle d'accueil et d'intégration » reposant sur :

- une démarche partenariale entre l'État, les collectivités territoriales, les opérateurs associatifs et les associations caritatives,
- la participation des citoyens à l'intégration des réfugiés,
- la création d'articulations entre les différents dispositifs d'accueil des étrangers.

Certaines de ces propositions ont été reprises dans les orientations nationales récentes via notamment la démarche « territoire d'intégration ».

Concernant plus particulièrement l'accompagnement social des bénéficiaires de la protection internationale dans les petites villes, il met en avant la mobilité inclusive, les informations sur les situations médicales des réfugiés, les parcours locaux de santé, la délocalisation des cours de français, la formation et le soutien des bénévoles, la scolarisation des adolescents, le rôle des agences d'intérim, l'intégration des femmes réfugiées, la reconnaissance du rôle des bénévoles et l'accompagnement par les services de droit commun.

c. Une dizaine de villes particulièrement concernées mais peu d'approches partenariales

Alors que la présence des bénéficiaires de la protection internationale est répartie sur un nombre de communes assez important, la construction de partenariats dans la durée et dans une logique de co-

construction avec l'Etat, dans la perspective de parcours d'intégration, n'a pas pu pour l'instant se déployer.

Douze communes (cf. ci-dessous présentées par ordre d'importance) ont accueilli systématiquement des bénéficiaires de la protection internationale au cours des années 2019 à 2021. Elles accueillent la quasi-totalité des arrivées. Elles sont très différentes les unes des autres et présentent des atouts différents.

	2019	%	2020	%	2021	%	Ens	%
MULHOUSE	156	51,3	85	49,1	185	45,6	426	48,2
COLMAR	66	21,7	45	26,0	90	22,2	201	22,8
INGERSHEIM	8	2,6	6	3,5	25	6,2	39	4,4
ST LOUIS	15	4,9	5	2,9	9	2,2	29	3,3
RIEDISHEIM	6	2,0	3	1,7	7	1,7	16	1,8
STE MARIE AUX MINES	9	3,0	2	1,2	3	0,7	14	1,6
FERRETTE	5	1,6	2	1,2	5	1,2	12	1,4
VOLGELSHEIM	1	0,3	1	0,6	10	2,5	12	1,4
PFASTATT	3	1,0	4	2,3	4	1,0	11	1,2
CERNAY	1	0,3	2	1,2	7	1,7	10	1,1
HUNINGUE	4	1,3	3	1,7	2	0,5	9	1,0
ALTKIRCH	2	0,7	1	0,6	4	1,0	7	0,8

Ces territoires pourraient faire l'objet d'un travail renforcé à l'échelle communale et en lien avec les communes concernées.

Au-delà, il peut être pertinent de travailler dans des logiques plus larges en s'appuyant sur des démarches intercommunales ou entre communes situées en proximité. Que ces dynamiques soient ou non possibles à l'échelle des collectivités, il est important pour l'opérateur du programme AGIR de prendre la mesure des réalités territoriales et de leur diversité afin d'adapter les modalités d'intervention.

Au vu des typologies identifiées (en page 11 et suite), il est possible d'envisager d'agir :

- dans une logique intercommunale à l'échelle de Mulhouse Alsace Agglomération (8 communes concernées et accueillant un peu plus de la moitié des bénéficiaires de la protection internationale) mais aussi de Saint-Louis Agglomération
- un travail avec les binômes de villes suivantes : Colmar – Ingersheim, Cernay-Thann
- un travail spécifique à l'échelle communale pour les communes de Munster et Sainte-Marie-aux-Mines,
- une réflexion spécifique auprès de territoires plus diffus et comptant des arrivées peu nombreuses : communes de la Communauté de communes du Sundgau, Communauté de Communes Pays Rhin – Brisach, de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller et Communauté de Communes de Kaysersberg.

d. Une réponse territorialisée : les contrats territoriaux d'accueil et d'intégration

La politique d'intégration est nationale pour autant sa concrétisation au quotidien, s'ancre dans le territoire de vie. C'est à l'échelon local que le processus d'intégration prend tout son sens.

Historiquement plusieurs démarches ont été initiées par l'Etat pour faciliter ce processus à l'échelon local. On peut évoquer les sites expérimentaux pour l'intégration, les contrats d'agglomération devenus contrats d'accueil et d'intégration ou encore plus le déploiement de postes d'agents de développement local pour l'intégration (ADLI).

Depuis quelques années, l'accent a plutôt été mis sur la dimension individuelle du processus via l'appui au parcours d'intégration, par la mobilisation des acteurs locaux.

Si l'effort se poursuit dans cette perspective, la dimension territoriale a été remise en avant, notamment dans le cadre de la politique de réinstallation des réfugiés.

Les collectivités territoriales sont compétentes dans de nombreux domaines pouvant faciliter l'accès à l'autonomie des étrangers primo-arrivants, dont les bénéficiaires de la protection internationale.

Dans sa circulaire de 17 février 2021 relative à la politique d'intégration, le Ministère de l'Intérieur précise que « la politique publique de l'intégration ne peut réussir que par un partenariat étroit entre l'Etat, les collectivités territoriales, les partenaires sociaux et le monde associatif. » Il rappelle l'importance portée en direction des collectivités.

En 2021, le ministère de l'Intérieur et la Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (Diair) ont mis en place les Territoires d'Intégration, déclinés en contrats et projets territoriaux d'accueil et d'intégration, pour accompagner les collectivités territoriales désireuses de s'engager dans ce domaine.

Le label « Territoires d'intégration »⁷ (pouvant donner lieu à des contrats territoriaux d'accueil et d'intégration ou à des pactes territoriaux d'accueil et d'intégration) a été mis en avant dans la circulaire du 17 février 2021 et acté lors du comité de pilotage semestriel du dispositif CTAIR qui s'est tenu le 6 mai 2021.

Les contrats territoriaux d'accueil et d'intégration des réfugiés (CTAIR)⁸ sont signés conjointement par des collectivités territoriales et les préfectures afin de mettre en œuvre des actions concrètes à l'attention des personnes bénéficiaires de la protection internationale.

Un grand nombre de communes / métropoles se sont inscrites en effet dans des démarches visant à agir en direction des publics amenés à rester durablement sur le territoire national. En direction des réfugiés se sont déjà 11 territoires métropolitains qui se sont engagés dans la démarche de contractualisation : Brest, Dijon, Lyon, Grenoble, Nantes, Toulouse, Rennes, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Nancy et Strasbourg. En 2021 de nouveaux territoires ont exprimé leur volonté de contractualiser (les villes de Marseille, Tours, Besançon, Poitiers et le Havre et les métropoles de Rouen et de Montpellier). Par ailleurs des actions financées par la Direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité (DIAN) mobilisent des collectivités. La démarche proposée consiste en un rapprochement de l'ensemble de ces contractualisations et au fait d'intervenir auprès des différents publics primo-arrivants.

Les contrats territoriaux d'accueil et d'intégration définissent des engagements réciproques entre les services de l'Etat et les métropoles. L'objectif de ces contrats est double : d'une part, ils contribuent à améliorer la vie des étrangers primo-arrivants en levant les freins à leur intégration ; d'autre part, ils mettent en place une réponse globale qui associe l'ensemble des acteurs de l'intégration.

⁷ <https://accueil-integration-refugies.fr/2021/06/28/les-territoires-dintegration-refugies.fr/project/territoires-dintegration/>

et <https://accueil-integration-refugies.fr/2021/06/28/les-territoires-dintegration-refugies.fr/project/territoires-dintegration/>

⁸ <https://accueil-integration-refugies.fr/les-contrats-dintegration-ctair>

Les démarches développées à l'échelle territoriale en lien avec les collectivités constituent des dynamiques de travail ou de projets, du fait notamment d'une volonté politique affirmée et de moyens dédiés qui favorisent le travail de coordination entre les acteurs du territoire et une réflexion à l'échelle territoriale.

Il s'agit en effet à la fois de mettre en réseau les acteurs et de les décloisonner. La plus-value de ce type de démarche repose sur une intervention à une échelle territoriale et une démarche articulée à un projet.

Ces initiatives viennent en complémentarité d'autres démarches de contractualisation de l'État avec les collectivités locales, comme celles du « Logement d'abord » de la Délégation interministérielle à l'hébergement et l'accès au logement et de la Stratégie de lutte contre la pauvreté pilotée par la Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté. On peut également souligner la pertinence, compte tenu de la localisation des bénéficiaires de la protection internationale, de faire le lien avec les contrats de ville.

e. Un enjeu : penser l'accompagnement en fonction des caractéristiques des territoires

En effet, que le nombre d'arrivées soit important ou faible, la structuration et l'organisation à l'échelle locale du système d'acteurs et des actions mises en œuvre doivent permettre de répondre au défi du processus d'intégration et d'un accompagnement adapté.

Si pour certains, il s'agit de faire face à des enjeux de concentration d'arrivées en s'appuyant sur la richesse des acteurs en présence, pour d'autres, il s'agit de concevoir des réponses pour faire face aux spécificités des publics dans des territoires où les ressources associatives sont souvent moindres, ou moins outillées, pour agir auprès de ces publics.

Au-delà du nombre d'arrivées, il s'agit également de caractériser le profil sociodémographique des bénéficiaires de la protection internationale. Selon le profil, les besoins de prise en charge ne sont pas tout à fait les mêmes. Les parcours s'inscrivent dans un environnement qui présente de fait des différences sur le plan structurel et conjoncturel.

L'appréciation de cet environnement peut reposer sur les aspects suivants (autant de facteurs à mobiliser le cas échéant) :

- La conjoncture dans le domaine du logement
- Les enjeux d'emploi / la dynamique dans ce domaine
- Les services et équipements existants (santé, mobilité, modes de garde...)
- Les partenariats à l'œuvre dans les domaines phares
- La présence ou non des acteurs relevant des domaines clés
- Les actions spécifiques mises en place
- Les articulations existantes avec le droit commun
- Le profil des BPI sur le territoire
- La présence d'une « communauté d'origine »
- Les liens avec la collectivité
- La mobilisation de la population / bénévolat
- L'histoire de l'accueil sur le territoire.

Sur la base de ces éléments, et de la manière dont ils se structurent, une grille peut être mise en place, permettant d'identifier les freins et leviers existants sur chaque territoire afin, le cas échéant, d'adapter les actions à développer.

f. Recommandations pour un accueil territorial optimisé

- ➔ Mettre en place une équipe projet territoriale pour coconstruire les réponses adaptées au territoire, en partant d'un diagnostic (AFOM : Atouts – Faiblesses – Opportunités – Menaces).
- ➔ Diffuser les expériences de collectivités qui s'investissent en faveur d'une politique locale d'intégration : essaimage de bonnes pratiques identifiées dans le cadre des CTAI-CTAIR ou via l'association nationale des villes et territoires accueillants (ANVITA⁹).
- ➔ Organiser des temps d'échanges et de partage de pratiques,
- ➔ Faire de la politique d'intégration un enjeu de développement territorial et d'aménagement.

⁹ L'ANVITA réunit des collectivités territoriales et des élus qui réfléchissent et agissent pour une politique d'accueil inconditionnelle, inclusive et solidaire : <https://www.anvita.fr/> L'association compte actuellement 61 collectivités adhérentes (dont pour le Grand Est : Metz, Schiltigheim et Strasbourg) et 55 élus à titre individuel (dont une élue membre de la collectivité européenne d'Alsace : Fleur Laronze).

8. ENJEUX ET PRECONISATIONS

Cette partie rend compte des enjeux relatifs à la mise en œuvre du programme AGIR et formule des préconisations dans la perspective du déploiement opérationnel du programme en tenant compte du contexte départemental caractérisé dans le cadre du pré diagnostic.

1. Les enjeux au titre de l'accompagnement global

La réussite du programme passe par un renforcement de la coordination entre acteurs, s'appuyant sur une gouvernance claire et affichée. Elle nécessite également un déploiement des partenariats et coopérations entre acteurs pour construire des réponses adaptées dans le cadre de l'accompagnement. Elle repose enfin sur une approche en termes d'équité territoriale pour permettre, quel que soit le lieu où se déploiera l'accompagnement, de disposer d'un service identique (tout en étant adapté aux caractéristiques du territoire).

a. Un enjeu d'accompagnement global en termes d'insertion sociale et professionnelle

Un avis publié en février 2022 par le Conseil National de Lutte contre les Exclusions (CNLE)¹⁰ propose de définir l'accompagnement social et professionnel comme devant « [...] permettre l'accès aux dispositifs publics pour concrétiser les droits sociaux, dont certains relèvent des droits fondamentaux. L'accompagnement recouvre donc un ensemble de services délivrés aux personnes qui en manifestent le besoin, tous services qui reposent sur l'établissement d'une relation personnelle avec un(e) bénévole, un(e) professionnel(le) du travail social appartenant au service public ou employée par une association. L'accompagnement vient donc en plus des services techniques, sociaux ou professionnels. Il intervient dans le cadre d'une relation personnelle de confiance, choisie librement et construite dans le temps. C'est l'établissement d'une telle relation de présence physique (et non une relation digitale) qui conditionne l'effectivité de cet accompagnement. L'écoute et la confiance jouent un rôle non seulement dans l'accès à l'allocation, mais aussi dans l'accès aux services nécessaires à l'insertion sociale et professionnelle, et enfin dans l'accès à l'emploi. »¹¹

Dans cet avis, le CNLE prône la non-dissociation entre l'accompagnement social et l'accompagnement vers l'emploi. Cette approche globale nécessite la mise en place d'une relation de confiance singulière entre un référent et une personne sur une durée permettant de respecter le rythme de cette dernière.

Dans un souci d'effectivité de cet accompagnement, les auteurs de l'avis mettent en garde sur une focalisation sur l'accès à l'emploi (et les freins à l'emploi), au détriment des services sociaux. Un meilleur équilibre est nécessaire, enjeu renforcé pendant la pandémie, entre les dimensions sociales et professionnelles de l'insertion. Les deux dimensions doivent être articulées selon des modalités variables en fonction des besoins/difficultés rencontrées par les personnes (y compris en termes de rythme) et leurs conséquences sur les situations matérielles (individuelles et familiales) et sur la recherche d'emploi.

Les travaux menés par le CNLE mettent également en avant le fait que la pertinence et l'efficacité de l'accompagnement dépendent de la qualité de la coordination entre les différents acteurs.

¹⁰ Avis du CNLE sur l'accompagnement vers l'insertion sociale et professionnelle [28 février 2022]

¹¹ Ibid, (p. 5, diagnostic)

b. Différents facteurs à prendre en compte dans le cadre de l'accompagnement

Le diagnostic a permis de montrer la complexité des démarches d'accompagnement. En effet, les parcours dépendent de nombreux facteurs, sachant que le profil des personnes est très différent d'une personne à l'autre. Les écueils identifiés sont : l'absence de la maîtrise de la langue, l'état de santé, l'absence de stabilité sur le plan familial, l'absence de projet professionnel, la capacité d'autonomie, la relation de confiance avec l'opérateur assurant l'accompagnement.

Ce qui nécessite de s'inscrire dans une logique d'agilité tout en répondant à l'enjeu d'un accompagnement global, alliant parcours individualisé et transversalité.

Plusieurs éléments entrent en ligne de compte :

- ➔ **La complexité des situations** : La logique d'un accompagnement individualisé paraît incontournable compte tenu à la fois de la diversité des situations rencontrées, de l'autonomie des personnes mais aussi de la présence de situations complexes.
En dépit de démarches d'accompagnement assez longues (12 mois), certaines personnes ont encore des besoins à la fin de la période prévue. C'est notamment le cas pour les réinstallés, c'est-à-dire les publics les plus vulnérables au moment de leur prise en charge.
- ➔ **Des contextes antérieurs différents** : Au-delà de ce qui est proposé, les personnes entrant dans cette démarche ont des vécus différents. Certains ont déjà bénéficié d'un accompagnement dans les structures d'hébergement et d'autres non. Des appuis ont pu être proposés par la SPADA pour des personnes non hébergées mais sur des temps très courts.
- ➔ **Le profil des personnes** : De manière synthétique, on peut identifier deux profils : des personnes avec très peu de bagages linguistique, culturel ... et des personnes à fort bagage (ex d'un journaliste). Elles ne sont pas en capacité de mobiliser les mêmes ressources, de construire les mêmes stratégies. Elles ne disposent pas non plus des mêmes réseaux, ni des mêmes aides. Les témoignages des quelques bénéficiaires de la protection internationale illustrent assez bien le propos.

c. La question de la temporalité de l'accompagnement

« Le parcours d'intégration ne se joue pas en un an, il faut plus de temps ». Il est important de définir quand l'accompagnement démarre et quand il finit. Les textes liés au programme Agir font état d'une orientation dès la signature du CIR, via l'OFII. Il est prévu que l'accompagnement dure 24 mois maximum sachant qu'il peut être plus court selon les personnes. L'accompagnement est considéré comme « terminé » quand la personne dispose d'un logement et d'une formation ou encore d'un emploi pérenne.

Les acteurs font état d'un temps d'adaptation au démarrage du parcours. Certains ont indiqué qu'il n'était pas possible de travailler sur la question de l'emploi ou de la formation, dans les premiers mois d'obtention du statut. Un temps de latence de 5 à 6 mois serait nécessaire afin de mettre en place un cadre sécurisé. Ce cadre doit permettre à la personne de se poser après une période souvent complexe (attente par rapport au statut, arrivée chaotique...).

De nombreux acteurs ont également fait part de la difficulté à engager un parcours sans un accès effectif aux droits, administratif (titre de séjour) et sociaux (CAF, CPAM). Or la situation actuelle dans

le Haut-Rhin est marquée par un allongement de l'accès aux droits pour des raisons de saturation des services, des nouvelles modalités de fonctionnement (développement de la dématérialisation, évolution des process en interne de l'institution).

La crise sanitaire a également un impact sur la mise en place des démarches d'accompagnement. Les personnes restent encore marquées par la peur de se déplacer, de participer à des ateliers collectifs et nombre d'acteurs font état des difficultés de mobilisation des personnes dans le cadre des actions.

d. Une vigilance renforcée pour l'accompagnement de certains profils

L'accompagnement à l'autonomie en termes de logement comme d'emploi peut s'avérer plus complexe pour certaines personnes.

Plusieurs types de publics « à risque » ont été identifiés.

- **Les publics jeunes.** On peut citer le cas de certains jeunes qui cumulent plusieurs difficultés, comme l'absence totale de scolarité, le fait d'avoir quitté leur pays dès leur jeune âge. Il leur est très difficile d'apprendre les bases d'une langue, voire de se projeter vers une insertion durable.
- Les **femmes**, souvent en charge de jeunes enfants, rencontrent également des difficultés renforcées.
- **Les ménages à droits incomplets.** Les acteurs rencontrés ont fait état du développement de situations hybrides sur le plan administratif. L'accompagnement peut concerner des enfants qui ont le statut de personnes protégées et des parents qui ne bénéficient pas d'un titre de séjour. Ces ménages dits à droits incomplets posent une problématique particulière.

Suite à la lecture d'études et sur la base des entretiens menés, il est possible d'identifier quelques éléments qui influent sur l'accompagnement et sa durée.

On peut notamment citer :

- L'âge.
- Le sexe.
- La composition familiale.
- Le pays d'origine (lien avec la France, maîtrise de la langue, culture partagée, présence du groupe d'appartenance, situation de départ...).
- Le niveau de formation et de qualification. Cet indicateur intervient de manière paradoxale car, si la personne a un niveau élevé de qualification ou de formation, elle peut être confrontée à un déclassement. Cette situation plaide pour une reconnaissance des diplômes et la prise en compte du vécu via la mobilisation de la validation des acquis de l'expérience.
- Le lieu d'arrivée sur le territoire (mobilité, dynamique d'emploi, ...).
- Le fait que la personne ait pu ou non bénéficier d'un hébergement et donc d'un accompagnement antérieur.

e. Accompagnement et pair-aidance

Le recours à la pair-aidance peut être un levier intéressant dans le cadre de l'accompagnement.

La notion de pair-aidance existe depuis de nombreuses années même si son inscription est récente au sein des institutions publiques. « *La pair-aidance regroupe un ensemble de pratiques qui procède de formes d'accompagnement ou encore d'entraide et de soutien, par lesquelles une personne s'appuie sur son savoir expérientiel vécu, c'est-à-dire le savoir qu'elle a retiré de sa propre expérience d'une situation vécue, habituellement considérée comme difficile et/ou stigmatisante ou négative (exemple :*

expérience de vie à la rue, précarité, conduite addictive, troubles psychiatriques...), pour aider d'autres personnes vivant des parcours similaires, des situations comparables. »

Le soutien entre pairs a déjà démontré ses effets bénéfiques auprès des publics accueillis et accompagnés, cependant cette démarche positive et participative nécessite la mise en place d'une approche adaptée.

Si les expériences de pair-aidance se développent, c'est moins le cas du travail pair. Le travail pair repose sur une idée simple : intégrer dans l'accompagnement social et médicosocial des personnes, l'expérience et les savoir-faire d'un intervenant ayant été confronté à des difficultés similaires par le passé, lui permettant ainsi de soutenir au quotidien des personnes confrontées aux mêmes situations. Le travail pair se définit comme une forme de pair-aidance dans laquelle l'intervention fondée sur le savoir expérientiel est rémunérée.

Aujourd'hui, on identifie des travailleurs pairs dans différents secteurs d'intervention, tant dans le champ sanitaire (médiateur de santé pair notamment) que dans le champ social (travailleur pair, expert du vécu en Belgique, intervenant social pair...).

Si la pair-aidance apparaît comme une pratique répandue, le travail pair se présente quant à lui comme une innovation dans le champ de l'accompagnement.

f. Mobilisation des bénéficiaires de la protection internationale dans l'accompagnement

« Il n'est pas possible de concevoir une politique d'accueil sans la participation des personnes concernées, comme on n'imaginerait pas, par exemple, de défendre les victimes de violences intrafamiliales sans leur demander leur avis », juge Sophie Bilong, chercheuse et consultante pour l'Observatoire de l'immigration et de l'asile auprès de l'Institut français des relations internationales. Elle a réalisé une étude sur la participation des réfugiés¹² qui met en avant différents degrés de prise en compte de leur parole.

- Le premier niveau consiste à leur donner un rôle consultatif, comme dans les centres d'accueil de demandeurs d'asile.
- Le deuxième est la co-construction que pratiquent certaines associations dans le cadre d'actions.
- Le troisième réside dans la gouvernance partagée : l'inclusion dans les instances de décision qui reste encore peu répandue.

Fort de ce constat, la Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (Diair) s'est associée avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Institut français des relations internationales (Ifri) pour mettre en œuvre l'Académie pour la participation des personnes réfugiées¹³.

Cet enjeu n'est pas nouveau. Depuis sa création, la Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (Diair) considère la participation des bénéficiaires de la protection internationale comme un enjeu central. Il paraît, en effet, pertinent de recueillir la parole des personnes pour penser et mettre en œuvre des politiques publiques visant à répondre à leurs besoins.

Dans cette perspective, l'Académie vise à renforcer la participation des personnes réfugiées dans les politiques et programmes qui les concernent et à faire valoir les compétences et parcours

¹² <https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/participation-exilees-pistes-repenser-integration> - La participation des personnes exilées. Des pistes pour repenser l'intégration » (mai 2020).

¹³ <https://accueil-integration-refugies.fr/lacademie/> Plaquette de présentation de l'Académie pour la participation des personnes réfugiées - 16 février 2022 : <https://accueil-integration-refugies.fr/project/plaquette-de-presentations-de-lacademie-pour-la-participation-des-refugies/>

d'engagement des lauréats. Douze personnes réfugiées ont été sélectionnées en 2021, parmi 235 candidatures, au regard de leur parcours d'engagement auprès d'autres personnes réfugiées. Grâce à l'Académie, les lauréats se sont formés à la prise de parole et ont découvert le paysage institutionnel et associatif français. Des réunions régulières ont ainsi permis aux lauréats de rencontrer des experts impliqués dans le domaine de l'asile et de l'intégration, dans un esprit d'échange actif et d'apprentissage mutuel.

En 2022, forts de cette expérience, les premiers lauréats auront l'opportunité d'intégrer des instances décisionnelles d'organisations partenaires (conseils d'administration, jurys de sélection de projets, etc.), qu'elles soient associatives, philanthropiques ou étatiques.

g. Recommandations

Par rapport à l'enjeu d'accompagnement, le programme AGIR prescrit l'intervention de deux types de référents : l'un dans le domaine de l'emploi et l'autre dans le domaine du logement. La pratique actuelle d'accompagnement montre que les interventions des deux référents sont différées dans le temps. Il est en effet nécessaire de consolider en premier lieu et au plus tôt l'accès aux droits, afin d'engager les démarches au titre du logement pour ensuite enclencher les démarches au titre de l'insertion professionnelle, tout en travaillant parallèlement la maîtrise du français.

La mise en œuvre de la démarche d'accompagnement repose sur des étapes clés :

- la prise de contact en lien avec les partenaires / structures assurant l'accompagnement antérieurement en présence du bénéficiaire lui-même,
- la mise en œuvre de l'accompagnement par une équipe dédiée et pluridisciplinaire,
- le suivi par une équipe projet.

Elle repose également sur les principes suivants ¹⁴:

- L'accompagnement doit être fondé sur une relation de confiance entre un référent et une personne, il implique un accueil physique sur une durée permettant de respecter le rythme de la personne.
- Augmenter les moyens humains et financiers afin d'assurer un accompagnement global sur l'ensemble du territoire.
- Assurer une articulation équilibrée entre les dimensions sociales et professionnelles de l'insertion en prenant en compte les situations personnelles et les rythmes des personnes accompagnées.
- Développer des équipes mobiles pérennes et mettre en place des nouvelles pratiques professionnelles telles que l'« aller-vers » et la pair-aidance.

Cette réflexion s'accompagne d'une mobilisation des bénéficiaires de la protection internationale eux-mêmes:

- Faire place aux personnes accompagnées dans la démarche et dans d'autres démarches d'accompagnement : mise en place d'un groupe « pairs aidants », appui d'un ambassadeur « pair-aidant » dans la prise en charge psychologique¹⁵
- Expérimenter le travail-pair au sein des équipes d'accompagnement.

Il est proposé de mettre en place une évaluation différenciée en termes de résultats en fonction des profils-type de bénéficiaires de la protection internationale.

¹⁴ Issus de l'étude du CNLE : recommandations 1, 4, 5 et 15.

¹⁵ (cf. expérience : <https://www.prefectures-regions.gouv.fr/hauts-de-france/Region-et-institutions/L-action-de-l-Etat-dans-la-region/Cooperation-transfrontaliere-et-internationale/AB-Refugies-Social/Immigration-Projet-AB-Refugies-Social-Des-innovations-essentielles>)

2. L'accès au droit et aux droits sociaux et de santé

a. L'accès au droit / aux droits : un enjeu premier pour un réel accompagnement individualisé

Au singulier, l'expression « accès au droit »¹⁶ renvoie à une conception traditionnelle et institutionnelle, à savoir l'accès à la justice, au tribunal, au procès. En 1991 et 1998, deux lois l'élargissent à l'information juridique et aux conseils juridiques prodigués par les professionnels du droit (avocat, notaire, huissier...), et ce en dehors de tout procès. Ces deux lois contribuent alors à structurer une politique d'accès au droit et d'aide aux victimes et à développer une justice de proximité.

Au pluriel, la notion d'accès aux droits trouve une autre signification. L'expression s'entend comme l'accès aux droits sociaux fondamentaux : emploi, logement, santé, éducation, protection de la famille et de l'enfance, protection sociale... dont l'accès à la justice devient alors un des éléments. Cette conception de l'accès aux droits au pluriel a notamment été consacrée par la loi d'orientation du 29 juillet 1998 relative à la loi contre les exclusions qui proclame : « La lutte contre les exclusions est un impératif national fondé sur le respect de l'égalité digne de tous les êtres humains et une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la nation. La présente loi tend à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance. » L'accès effectif de tous et toutes aux droits fondamentaux « exige, non pas tant de reconnaître des droits nouveaux que de mettre en cohérence, tout en les améliorant, les droits et mécanismes existants. »

b. Un diagnostic local qui fait état de freins

Garantir l'accès au droit et l'effectivité des droits sociaux est un enjeu majeur pour permettre une inscription du bénéficiaire de la protection internationale dans le parcours d'intégration.

Si l'accès au droit est souvent complexe, notamment pour les étrangers, on aurait pu penser que pour les bénéficiaires de la protection internationale, du fait de l'obtention du statut, cet écueil ne serait pas évoqué.

Or le diagnostic a permis d'identifier plusieurs freins :

- des délais particulièrement longs dans l'obtention du titre de séjour (Préfecture),
- des demandes de justificatifs inadaptés retardant les ouvertures de droits sociaux (CAF),
- la dématérialisation des procédures et démarches.

Les difficultés en termes d'accès aux droits sociaux pour les publics sont le plus souvent « le manque d'information, la complexité du système administratif, l'illisibilité des démarches, la déshumanisation de l'administration, mais aussi les freins psychologiques tels que le sentiment de honte, la peur de la stigmatisation et le refus de l'assistanat »¹⁷.

Ces difficultés alimentent alors des situations de non-recours aux droits, aux services et aux prestations sociales. Le non-recours recouvre « les situations où, qu'elle qu'en soit la raison, une personne ne perçoit pas une prestation ou un service auquel elle pourrait prétendre »¹⁸.

Les raisons sont diverses et peuvent relever de la « non-connaissance, la non-demande, la non-réception ou la non-proposition ».

¹⁶ https://www.oriv.org/wp-content/uploads/oriv_actusur_cent_dix_neuf.pdf Actu sur n°119, « Accès aux droits sociaux... Une préoccupation ancienne, des enjeux qui se renouvellent », octobre 2019, ORIV.

¹⁷ Collectif, L'accès aux droits sociaux en France. 60 initiatives contre le non-recours, Journal Resolis, n°20, nov 2018, p. 10.

¹⁸ Site de l'observatoire du non-recours aux droits et services : <https://odenore.msh-alpes.fr/>

c. Un risque supplémentaire : la dématérialisation

Le processus de dématérialisation apparaît comme un facteur supplémentaire à prendre en compte dans les difficultés d'accès aux droits et de non-recours.

La dématérialisation « désigne le processus par lequel une organisation remplace ses supports d'information papier par des fichiers informatiques. Dans les services publics, elle se traduit par la multiplication des démarches à réaliser en ligne et s'accompagne d'une réorganisation des modalités d'accueil du public, voire de la fermeture de guichets »¹⁹ Les démarches visées par la dématérialisation sont de plus en plus nombreuses : demandes d'allocation de la CAF, demande ou déclaration de revenu de solidarité active, inscription, délivrance d'attestation de Pôle Emploi, déclaration des revenus et paiement des impôts, demandes concernant l'allocation adulte handicapé, demandes concernant la sécurité sociale et les droits à la santé (CMU, CMU-C, ACS, AME), démarches auprès de la préfecture concernant notamment les titres de séjour...

Si la dématérialisation s'entend comme une option supplémentaire permettant d'éviter des déplacements physiques inutiles et des délais d'attente souvent fastidieux, elle doit effectivement être soutenue. Toutefois, au-delà des avantages avancés par les pouvoirs publics (simplification, modernisation, réconciliation entre usagers et administrations...), certains inconvénients ont été soulevés, notamment par les usagers et les associations, en particulier lorsque la dématérialisation n'est plus une option mais constitue la seule solution. La dématérialisation des procédures devient une amélioration certaine lorsque tous les usagers ont un accès égal et qualitatif au numérique. Ce n'est pas le cas aujourd'hui et des efforts doivent être portés sur l'accessibilité et le bon usage des procédures numériques.

La crise sanitaire a renforcé le recours au numérique tout en soulignant les fortes inégalités d'accès, en particulier pour certains publics dont les étrangers.

Plusieurs rapports font état du risque dans ce domaine. C'est le cas du rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale, daté du 10 novembre 2021, sur « les migrations, les déplacements de populations et les conditions de vie et d'accès au droit des migrants, réfugiés et apatrides en regard des engagements nationaux, européens et internationaux de la France ». Il souligne le paradoxe : « ces évolutions numériques, qui offrent de nouveaux moyens d'accès aux services publics, devraient être un levier d'amélioration du service aux usagers en permettant de gagner du temps dans l'examen des dossiers. Or, le constat est clair, la dématérialisation porte trop souvent atteinte, dans sa mise en œuvre, à l'effectivité de l'accès aux droits. »²⁰

Un rapport récent du Défenseur des Droits, daté de mars 2022²¹, fait état que certaines populations sont structurellement pénalisées par le développement de l'administration numérique. Le constat est double en ce qui concerne les personnes étrangères :

- « Les personnes étrangères sont encore plus massivement empêchées d'accomplir des démarches qui sont absolument nécessaires à leur vie quotidienne et au respect de leurs droits fondamentaux. »²².
- « Les obstacles à l'accès aux droits semblent même s'être renforcés pour les jeunes, pour certains parents ou pour les personnes étrangères, qui restent aujourd'hui victimes de très

¹⁹ Fabrique Territoires Santé, « Dématérialisation et accès aux droits de santé : Que faire face à la déshumanisation des services publics ? ». Dossier ressources, Paris, Fabrique Territoires Santé, novembre 2017, p. 6

²⁰ https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cemigrants/l15b4665_rapport-enquete.pdf

²¹ <https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actualites/2022/02/demataterialisation-des-services-publics-trois-ans-apres-ou-en-est-on>

²² Ibid, page 4.

graves dysfonctionnements administratifs mettant en cause leur accès à certains de leurs droits fondamentaux. »²³.

Le rapport précise que « les ressortissants de pays tiers à l'Union européenne sont de facto les usagers les plus durement mis à l'épreuve de la dématérialisation des procédures administratives. Ils doivent en effet réaliser des démarches en ligne, sans alternative possible, pour se voir reconnaître un droit au séjour. Or ce droit conditionne la quasi-totalité de leurs droits économiques et sociaux. Au cours des dernières années, les procédures qui leur sont imposées ont connu un grand nombre de dysfonctionnements structurels, entraînant d'importantes ruptures de droits pour les personnes concernées, et sur lesquels le Défenseur des droits est massivement saisi. Déjà mise en avant dans le rapport de 2019, cette situation perdure, en l'absence de réponse à la hauteur des enjeux »²⁴.

d. Une attention particulière dans le domaine de la santé

L'augmentation de la part des demandeurs d'asile a pour effet un accroissement des situations de vulnérabilité qui nécessitent une prise en charge adaptée. Or celle-ci est encore loin d'être suffisante, présente sur tous les territoires et en adéquation avec les situations vécues. Cette prise en charge doit se construire tout au long de leur parcours.

Dans le cadre du diagnostic, plusieurs acteurs ont fait état de difficultés de ce type. Ainsi, l'accompagnement des personnes porteuses de handicap nécessite un temps plus long, sachant que dans certains cas de figure les réponses existantes sont inadaptées (exemple : personne sourde). Les acteurs ont indiqué travailler à apporter des réponses sur le plan psychologique. Ils sont amenés à mobiliser l'équipe mobile psychiatrie précarité de temps à autres ou la PASS (permanences d'accès aux soins de santé) à l'hôpital ou encore le CESAME²⁵.

Au regard des entretiens, il apparaît pertinent de mieux tirer profit de l'offre existante : celle déployée par le CHS de Rouffach²⁶ (sachant qu'un interprétariat est mobilisable dans ce cadre) ou de structures telle que Samdara qui propose des ateliers-groupes de parole en visio conférence un 1/2j par semaine à destination des publics, permettant d'évoquer leurs souffrances psychologiques en lien avec leur vécu traumatique.

Conscient des enjeux autour de la santé, et notamment des aspects liés aux traumatismes, la DDETSPP soutient une action portée par Aléos qui a inscrit, dans le cadre du parcours PIAL, des ateliers sociolinguistiques à forte visée professionnelle, pour les jeunes 18-25 ans bénéficiaires de la protection internationale, sur les territoires de Colmar et Mulhouse.

Par ailleurs, en 2018, une journée de formation liée à la psychiatrie interculturelle avait été proposée à destination des professionnels du champ social. Il serait intéressant de renouveler cette formation.

Les réponses en matière de santé restent toutefois parcellaires et sont très disparates selon les territoires. Elles sont en fait surtout centrées sur les deux grandes villes que sont Mulhouse et Colmar. Cette inégalité territoriale fait que les problématiques de santé nécessitent souvent une relocalisation

²³ Ibid, page 31.

²⁴ Ibid, page 51.

²⁵ <https://www.ghrmsa.fr/fonctionnel/le-ghrmsa-en-images-128/le-cesame-414.html?cHash=f47382f95f09a32d98f0125eab38d755>

Le CESAME complète et renforce le dispositif de soin en psychiatrie déjà existant en répondant à trois objectifs majeurs : éviter les ruptures dans le parcours de soins et de vie par une meilleure orientation et une meilleure coordination, diminuer le recours à l'hospitalisation complète quand d'autres solutions en termes d'offres de soins existent, proposer une réponse téléphonique 24h/24 par le biais d'un numéro unique, ainsi qu'une coordination des interventions des Unités Mobiles d'Évaluations et de Soins psychiatriques (UMES).

²⁶ Centre Hospitalier de Rouffach / <https://www.ch-rouffach.fr/index.php/espace-patient/equipes-mobiles-psychiatrie-precarite>

des familles pour leur permettre de bénéficier dans les meilleures conditions des équipements de soins.

Ces difficultés sont renforcées par la barrière de la langue lors de la prise en charge ou d'une consultation.

Le diagnostic réalisé fait apparaître la nécessité d'étendre la démarche proposée dans le cadre de la procédure de demande d'asile (cf. partie sur le plan vulnérabilité) à la phase d'accueil et d'intégration une fois l'obtention de la protection internationale.

On peut aussi mettre en avant le risque de non-identification des vulnérabilités par les acteurs intervenant auprès des bénéficiaires de la protection internationale, notamment dans le champ des traumatismes psychologiques.

D'autant que ceux-ci peuvent ne pas avoir été repérés précédemment et émerger à la faveur de situations du quotidien. Certains travaux ont montré que la crise sanitaire (et les périodes de confinement) a parfois été à l'origine d'angoisses supplémentaires.

e. Recommandations dans le domaine de l'accès au droit et aux droits

De manière générale :

- ➔ Faire valoir une vigilance particulière par rapport à l'accès au droit / aux droits dans les meilleurs délais,
- ➔ L'absence de titre de séjour ne permettant pas l'inscription dans le parcours d'intégration (obtention d'un logement, d'un travail), faire démarrer l'accompagnement dans le cadre d'AGIR à compter de l'obtention effective du titre de séjour. Par ailleurs, l'entrée sur le marché du travail des personnes bénéficiaires de la protection internationale est retardée par la lourdeur des démarches administratives. Comme le propose l'étude de l'IFRI, il s'agit d'accélérer la délivrance des titres de séjour au moment de la reconnaissance du statut de réfugié, de faciliter leur accès au permis de conduire et l'ouverture de comptes bancaires.
- ➔ Mettre en place un dispositif d'alerte permettant l'organisation d'une réunion à l'échelle départementale afin de trouver les solutions les plus adéquates pour permettre l'effectivité des droits.

En direction des acteurs de l'accès aux droits :

Au vu des pratiques existantes et des difficultés identifiées antérieurement, il peut être intéressant, pour chaque acteur relevant de l'accès aux droits et ayant une dimension départementale (CAF, CPAM, préfecture) :

- d'identifier en interne de chacune des structures un référent identifié (BPI),
- de mettre en place une boîte mail dédiée sur laquelle les partenaires peuvent interpeller sur des situations (exemple : CAF),
- de rédiger une procédure sur les démarches spécifiques.

Dans le domaine de la santé, pour garantir l'accès aux droits, il est proposé :

- une attention particulière à l'accès aux droits sociaux de santé (CPAM, CMU...) dans le cadre de l'accompagnement,
- un diagnostic santé approfondi pour chacun des bénéficiaires, à mettre en place via la mobilisation des acteurs dédiés dans le champ de la santé (et dans la suite du rdv « santé » mis en place par l'OFII sur la plateforme),
- le développement d'actions adaptées à l'échelle territoriale (lien à faire avec l'ARS) en fonction des équipements et services disponibles,
- un recours optimisé aux structures de droit commun (notamment équipe mobile psychiatrie précarité),

- le renforcement des interventions en termes d'interprétariat, et en particulier d'interprétariat social²⁷, pour faciliter la prise en charge,
- la formation des acteurs autour des enjeux de santé psychique notamment pour permettre d'établir une orientation optimisée et au plus tôt dans la démarche d'accompagnement.

²⁷ La naissance de [RIMES](#) vise à renforcer la qualité des services d'interprétariat professionnel en France dans les domaines médical, social, administratif et éducatif, et à faire reconnaître l'importance de l'interprétariat professionnel pour des parcours d'intégration réussis et pour l'égalité d'accès aux droits.

3. La maîtrise de la langue : un préalable

Pratiquement toutes les personnes rencontrées mettent en avant le fait que la maîtrise de la langue constitue un élément majeur pour la réussite du parcours. S'il est souvent mis en avant un lien avec l'enjeu d'insertion professionnelle, la maîtrise de la langue est aussi et surtout le levier nécessaire pour s'inscrire dans une logique d'autonomie, objectif du parcours d'accompagnement dans une perspective d'intégration.

Les obstacles liés à la langue sont nombreux et chacun tente de répondre au mieux à cet enjeu. Ils interviennent à différents niveaux.

Au moment de l'obtention du statut de bénéficiaire de la protection internationale, la personne ne dispose pas d'une capacité de maîtrise de la langue suffisante. Or l'accompagnement nécessite une prise en charge au plus tôt de la démarche.

a. Une offre linguistique à connaître et à optimiser

L'enjeu se situe au-delà du cadre de l'apprentissage de la langue prescrit au titre du Contrat d'Intégration Républicaine et porté par l'OFII.

Tous les acteurs s'accordent sur le fait que le niveau acquis dans le cadre du CIR (à savoir le niveau A1) n'est pas suffisant pour permettre de trouver une formation et/ou un emploi.

Or les formations proposées, à l'échelle du Haut-Rhin, s'avèrent insuffisantes en nombre au vu des besoins identifiés.

L'offre présente également un double écueil : un manque de formations entre les formations de base (A1) et les formations qualifiantes et une méconnaissance des possibilités de formations mobilisables par l'OFII (formations de niveau A2 et B1).

L'offre n'étant pas également répartie, il est alors nécessaire de travailler à une offre de mobilité de remplacement qui peut s'appuyer sur plusieurs leviers : mise en place d'une offre adaptée, mobilité renforcée par la reconnaissance du permis de conduire ou encore l'accès au permis de conduire ainsi qu'à des moyens de locomotion.

Le déploiement récent de formations via des applications gratuites en ligne vise à répondre partiellement aux besoins dans le domaine linguistique, sans pour autant répondre à tous les enjeux.

b. Un enjeu de mobilisation renforcée de l'interprétariat

Afin de permettre l'accès aux droits, et en parallèle de l'orientation vers des cours permettant la maîtrise de la langue, il apparaît nécessaire de mobiliser plus et mieux la fonction d'interprétariat.

Elle nécessite un budget adapté notamment pour permettre de mobiliser au mieux les relais au niveau du droit commun qui ne sont pas en capacité de prendre en charge les publics et qui ont tendance de ce fait à les renvoyer vers les structures identifiées comme spécialisées auprès de ce public.

Certains acteurs tentent de trouver des réponses adaptées. Il a été fait état d'un outil (financé par l'ARS), qui est un traducteur instantané vocal (Pocketalk). Il est expérimenté sur Ferrette depuis 1 an. Plus globalement, l'ARS a mis en place une prestation d'interprétariat par téléphone à destination des médecins libéraux.

c. Lever les freins psychologiques pour investir le parcours linguistique

Des obstacles psychologiques peuvent également intervenir. Les traumatismes vécus par les personnes (dans le pays d'origine, pendant le parcours, du fait de violences ou de la perte de personnes proches) mais aussi les situations dans lesquelles elles se trouvent (difficultés de réunification de la famille, absence des enfants) peuvent également empêcher l'investissement dans le parcours d'apprentissage de la langue ou plus globalement une inscription dans une recherche d'emploi.

Cette situation incite à porter une double attention :

- sur les conditions objectives de réalisation du parcours linguistique,
- sur les conditions subjectives ressenties par la personne.

d. Prendre en compte la diversité des profils

Selon les profils socio-démographiques, des freins complémentaires peuvent intervenir.

Si les hommes isolés (arrivés seuls) sont souvent très motivés pour accéder à un emploi (parfois en acceptant tout type d'emploi), ils vont parfois négliger la formation et/ou l'apprentissage du français afin de bénéficier au plus vite d'argent permettant d'aider la famille restée au pays.

Pour les femmes accompagnées d'enfants, la difficulté réside dans la mobilisation des modes de garde. Plusieurs obstacles peuvent intervenir : offre non disponible, offre non connue, appréhension face à ce fonctionnement mais aussi coût.

e. Des réponses adaptées mais insuffisamment articulées entre elles

Face à ces difficultés d'offre linguistique, certains acteurs déploient directement des cours de français au sein de leur structure et/ou au bénéfice des personnes accompagnées.

D'autres structures essayent de proposer des contenus susceptibles de répondre aux contraintes rencontrées par les bénéficiaires de la protection internationale. Dans cette perspective, il s'agit par exemple d'adapter les horaires des cours de Français Langue Etrangère aux contraintes des mères de famille pour accompagner et rechercher leurs enfants à l'école. La structure concernée constate depuis une augmentation du nombre de femmes présentes dans les cours linguistiques.

De fait, les personnes s'inscrivent dans un parcours long pour atteindre un niveau répondant à leur projet (de vie, professionnel) : heures supplémentaires pour permettre d'atteindre un niveau B1, voire offre de français adapté pour répondre aux exigences professionnelles.

Il manque surtout un lien, une coordination entre l'offre existant et des besoins afin de construire des parcours d'apprentissage de la langue adaptés aux personnes.

f. Recommandations au titre de la maîtrise de la langue

- ➔ Faire connaître les actions financées au titre du programme 104 et permettre les articulations entre structures pour favoriser des parcours optimisés.
- ➔ Renforcer les actions proposées notamment celles à visée professionnalisante.
- ➔ Lever les freins périphériques pour permettre l'accès aux actions de maîtrise de la langue, inscrites au titre du financement via le programme 104, par l'organisation d'actions partenariales entre acteurs en charge de l'accompagnement et ceux mettant en œuvre des actions dans le champ du programme 104 ou de droit commun.

4. Les enjeux au titre du logement

Les travaux montrent que le logement est le premier élément indispensable à la poursuite de toutes les autres démarches d'intégration : apprentissage de la langue, formation, accès aux droits, scolarisation des enfants, recherche d'emploi, reprise de la vie sociale et familiale, etc. Il est un élément constitutif de stabilisation de la vie familiale et de la santé, pour tous les étrangers primo-arrivants et encore plus fortement pour les bénéficiaires de la protection internationale compte tenu de leur hébergement dans des structures dédiées.

a. Un cadre institutionnel qui fait du logement autonome un enjeu clé

Lors du comité interministériel à l'intégration, le 5 juin 2018, la stratégie nationale pour l'accueil et l'intégration des personnes réfugiées a été présentée officiellement. Parmi les priorités, figurait l'accès au logement, condition clé de l'intégration, permettant d'enclencher les premières étapes d'un parcours de vie (scolarisation des enfants, accès à l'emploi...).

Cet enjeu est d'autant plus important que les dispositifs dédiés aux personnes relevant de l'asile sont sous tension :

- saturation du Dispositif national d'accueil (DNA) qui a pour effet un séjour des personnes réfugiées au sein des structures qui se prolonge faute de solutions de logement
- saturation du dispositif d'hébergement généraliste, qui héberge par défaut un grand nombre de bénéficiaires de la protection internationale
- mise en place de filières « directes » censées répondre à l'urgence de situations humanitaires à l'étranger (programmes de relocalisation)
- contexte de tension très forte tant sur le parc privé que sur le parc social sur certains territoires métropolitains et de mobilisation accrue du parc social pour loger les personnes prioritaires.

Si comme on l'a vu précédemment le territoire haut-rhinois connaît une situation moins tendue en matière d'hébergement (cf. le taux faible de présence indue dans les structures d'hébergement), cette situation est le fruit d'un travail permanent et nécessite d'être consolidé dans la durée.

Cette exigence de recherche de solutions dans le domaine du logement est d'ailleurs rappelée dans la circulaire du 18.02.2021 visant à accélérer le relogement des réfugiés. La circulaire rappelle que « le logement, avec l'insertion professionnelle, constitue l'un des principaux prérequis d'un parcours d'intégration réussi des bénéficiaires de la protection internationale ».

Si cette circulaire s'inscrit dans la continuité de celle du 24 août 2020 qui a fixé les orientations relatives au logement des réfugiés, elle insiste sur l'enjeu de fluidité accru par la saturation du dispositif national d'accueil (DNA) et du parc d'hébergement généraliste dans l'ensemble des régions, aggravée par la crise sanitaire.

Pour y parvenir, l'Etat souhaite que soient renforcées la gouvernance et l'animation territoriale mise en place, le pilotage de la coordination de l'action de l'ensemble des acteurs impliqués (gestionnaires de centres d'hébergement, travailleurs sociaux, bailleurs publics et privés, DT OFII, SIAO, associations, services publics, collectivités locales).

Par ailleurs l'Etat rappelle que l'ensemble des outils disponibles doivent être mobilisés. Il s'agit en particulier de l'enveloppe « accompagnement social des réfugiés », financée sur le BOP 177, qui doit être mobilisée, en particulier au profit des réfugiés particulièrement vulnérables et des personnes en mobilité nationale, pour assurer l'accompagnement des personnes orientées vers le logement. Des projets spécifiques pourront être développés grâce à l'ensemble des crédits dédiés (BOP 104 action 15 et PIC) pour accompagner les publics ayant le plus de difficultés à accéder au logement (jeunes de moins de 25 ans, personnes isolées et familles de grande composition).

Enfin la circulaire met en avant la nécessité d'une implication des collectivités, invitant les villes et métropoles signataires des contrats territoriaux d'accueil et d'intégration des réfugiés²⁸ à se mobiliser.

b. Des bailleurs sociaux mobilisés sur le plan national

Si cet enjeu concerne tous les opérateurs du logement, les bailleurs sociaux sont de fait en première ligne pour contribuer à l'effort national en faveur de l'intégration des bénéficiaires de la protection internationale.

L'Union Sociale de l'Habitat a souhaité se mobiliser pour l'atteinte des objectifs, comprendre les facteurs facilitant le logement de ces publics et valoriser l'action des organismes.

Cette volonté a donné lieu à la production d'une étude conduite par le cabinet Fors recherche sociale. Portant sur quatre départements et sur l'analyse d'un dispositif spécifique (HOPE), elle a permis d'identifier les acteurs, dispositifs mobilisés, ainsi que les pistes d'amélioration²⁹.

Un premier constat fait état que du fait de la multiplicité des dispositifs et des acteurs, il est difficile pour un bailleur social de s'approprier la stratégie globale visant à favoriser l'accès au logement des bénéficiaires de la protection internationale.

Deux éléments entrent en particulier en ligne de compte :

- Une difficulté d'articulation de la stratégie visant l'accès au logement pour ces personnes avec les autres dispositifs dédiés au logement des prioritaires, en transparence avec les élus locaux.
- Un risque inhérent à la situation des bénéficiaires de la protection internationale (faible maîtrise de la langue et traumatismes vécus qui peuvent être à l'origine de troubles pour la personne et par rapport au voisinage) qui rend complexe l'accompagnement vers et dans le logement.

L'étude montre que la prise en compte des enjeux en termes de logement des bénéficiaires de la protection internationale résulte souvent des dynamiques partenariales existant antérieurement sur le territoire. En effet, le nombre relativement faible des attributions de logements pour chacun des bailleurs n'a pas suscité une réflexion de fond. Les gestions se font souvent au cas par cas, d'autant que les contextes sont très différents. La mobilisation résulte en fait de différents facteurs : une situation de tension autour de l'hébergement et du logement, une déclinaison locale de programmes nationaux enfin les partenariats préexistants entre l'Etat / la ou les collectivités et les bailleurs.

La réflexion autour de l'élaboration des Schémas régionaux d'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés (SRADAR)³⁰ a été l'occasion pour les acteurs locaux de réfléchir à des solutions pour rendre plus fluides les sorties du dispositif national d'accueil, notamment pour les personnes ayant obtenu la protection internationale. Ce constat plaide pour la mise en place d'espaces de travail communs réguliers pour réfléchir collectivement autour des enjeux de logement des bénéficiaires de la protection internationale et des demandeurs d'asile.

Les recherches de solution sont passées dans un premier temps par la mobilisation de la Plateforme nationale pour le logement des réfugiés³¹. Le dispositif a été jugé peu efficace par les acteurs locaux

²⁸ Depuis la diffusion de cette circulaire, ce dispositif a été élargi. Sous le nom de « territoire d'intégration » il s'agit de mettre en place des plans en direction des publics primo-arrivants (dont les bénéficiaires de la protection internationale) à l'échelle communale.

²⁹ Contribution des bailleurs sociaux au logement des réfugiés : Etat des lieux des bonnes pratiques, FORS, juin 2019 : <https://www.union-habitat.org/centre-de-ressources/habitants-politiques-sociales/contribution-des-bailleurs-sociaux-au-logement>
L'étude porte sur 4 départements, à savoir la Loire-Atlantique, la Gironde, l'Aisne et la Meurthe-et-Moselle.

³⁰ Depuis la loi du 19 juillet 2015, chaque région doit se doter d'un Schéma régional d'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés (SRADAR) d'une validité de deux ans, qui décline dans chaque territoire le schéma national. Les SRADAR visent à assurer une meilleure répartition territoriale de l'offre d'hébergement dédiée aux demandeurs d'asile et réfugiés et à assurer la fluidification du dispositif national d'accueil.

³¹ La plateforme nationale pour le logement des réfugiés est un dispositif piloté par la Délégation Interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal) et géré par le GIP Habitat et interventions sociales. Elle apporte des opportunités de logements complémentaires pour les bénéficiaires de la protection internationale présents dans des structures d'hébergement et souhaitant

du fait des délais entre la mobilisation d'un logement par un organisme et son attribution à un ménage par la Plateforme, en particulier dans les territoires tendus. Par ailleurs il semble que cette plateforme a été peu mobilisée à l'échelle du Haut-Rhin. La mise en place localement du programme de réinstallation a également été l'occasion pour les acteurs de mieux s'organiser pour agir en faveur du logement des réfugiés. La préexistence d'un partenariat entre les services de l'Etat, les associations et les organismes HLM en faveur de l'accès au logement des personnes prioritaires (personnes « reconnues DALO » et ménages prioritaires au regard des PDALHPD) constitue visiblement le levier le plus pertinent pour mettre en place des dispositifs dédiés aux bénéficiaires de la protection internationale. Il suppose toutefois de pouvoir identifier les publics visés parmi tous les autres ménages prioritaires pouvant prétendre à un logement du contingent préfectoral. Or les outils actuels ne le permettent pas.

La principale difficulté pour le relogement des réfugiés soulignée par les acteurs tient davantage à la typologie des logements demandée, les petites typologies étant plus difficiles à obtenir alors même que les réfugiés sont de plus en plus souvent des ménages composés d'une seule personne. Cette situation ajoute un facteur de « concurrence » entre publics prioritaires, eux-mêmes en général demandeurs de petites typologies.

Les associations s'efforcent de leur faire connaître et accepter des logements situés dans des villes secondaires mais tout de même bien pourvues en services et transports.

L'étude met en avant deux écueils : la santé (problématiques de santé graves ou traumatismes psychiques dus au parcours migratoire) et la faible maîtrise de la langue qui impactent les démarches d'accompagnement vers l'emploi. De fait ces éléments vont rendre plus complexe l'accès au logement pérenne. Par ailleurs, les difficultés en français peuvent complexifier la signature du bail et la compréhension de tous les documents administratifs nécessaires. Des actions doivent être renforcées dans ce domaine par le déploiement de cours de français mais aussi l'élaboration de documents permettant la compréhension des enjeux. Pour les familles, une attention particulière devrait être portée à la possibilité pour les enfants de suivre une scolarité dans une école dotée d'une UPE2A (Unité pédagogique pour élèves allophones arrivants) or celles-ci sont souvent concentrées dans les villes-centres.

Les travaux mettent en avant la difficulté entre une répartition des bénéficiaires de la protection internationale sur l'ensemble du territoire (donc la mobilisation de logements à cette échelle) et dans le même temps le fait de disposer sur place d'un minimum de services garantissant leur intégration, au risque, dans le cas contraire, d'un échec de l'intégration et/ou d'une relocalisation sur les territoires dotés de ces services, à savoir les villes-centres.

c. Une situation globalement détendue au niveau du logement mais des partenariats à renforcer pour répondre aux enjeux

Le diagnostic fait état d'une situation plutôt favorable en termes d'accès au logement, sachant que globalement on se situe dans un contexte départemental peu tendu dans le domaine du logement. Toutefois l'analyse par territoires fait apparaître des situations variables (ex. secteur de Saint-Louis : tension sur le logement).

Les données relatives au taux de présence induite dans les structures d'hébergement d'urgence font état de cette relative fluidité entre les différents types d'hébergement et le logement.

s'inscrire dans un parcours en mobilité géographique : https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2018/05/plaquette_pnlr.pdf

La préfecture du Haut-Rhin (service de l'immigration et de l'intégration / cheffe du bureau asile et éloignement), contactée en janvier 2022, a confirmé que le taux de présence indue dans les structures d'hébergements est faible.

A l'occasion du comité opérationnel asile-intégration du 19.05.2021, il a été mis en avant dans le domaine du logement, un pilotage local à renforcer autour des enjeux suivants :

- Coordination des différentes parties prenantes pour garantir la fluidité des parcs d'hébergement ;
- Mobilisation de tous les réservataires et bailleurs ;
- Projets spécifiques en direction des jeunes de moins de 25 ans, des personnes isolées et des grandes familles ;
- Mobilisation des gestionnaires des centres d'hébergement et du SIAO ;
- Favoriser la mobilité des réfugiés.

Si l'accès à un logement est souvent possible dans le cadre du parcours de sortie d'hébergement d'urgence, l'obtention d'un logement pour permettre de faire face à une réunification familiale est beaucoup plus complexe.

Les échanges et les données disponibles font également apparaître un risque de concentration des bénéficiaires de la protection internationale sur certains secteurs, notamment des quartiers d'immeubles collectifs dans les grandes villes.

d. Deux dimensions impactant l'accès au logement

Par rapport à la recherche de logements, deux éléments sont déterminants (avant même la mise en relation) : la taille de la famille et le territoire.

- La composition familiale intervient dans la recherche de logement. Elle est problématique pour les grandes familles (présence de nombreux enfants) comme, à l'opposé, pour les personnes isolées. Or ces situations sont présentes parmi les nombreux profils des personnes arrivées actuellement.
- La situation en termes d'offres et de demandes par rapport au logement est le second aspect à prendre en compte. Si globalement le département est marqué par une situation détendue, les situations diffèrent selon les bassins de vie. Le territoire identifié comme le plus tendu est celui de Saint-Louis. Colmar se signale par une situation moins problématique mais qui reste néanmoins complexe. La situation est moins tendue sur Mulhouse et elle est très détendue dans les fonds de vallées.

e. Des relations entre opérateur et bailleurs sociaux à renforcer

Les acteurs rencontrés ont fait état de relations variables avec les bailleurs, tout en soulignant qu'il est plus aisé globalement de travailler avec les bailleurs sociaux que privés. Les entretiens font état d'une faible mobilisation des bailleurs privés et des collectivités.

Les relations avec les bailleurs sociaux sont à renforcer. Les démarches valorisées sont celles passant par le recours à des logements adaptés avec un accompagnement par une structure référente. Les attentes exprimées par les bailleurs relèvent d'une demande de sécurisation : permettre au ménage installé dans le logement d'être au clair sur les obligations du locataire, avoir une maîtrise du budget. Il n'est pas rare que les structures ayant accompagné le bénéficiaire dans le logement soient sollicitées plusieurs mois après l'installation dans le logement pour assurer une fonction de médiation.

Il pourrait s'avérer pertinent de renforcer les liens avec les bailleurs à une échelle départementale avec par exemple le partage de « bonnes pratiques », en lien avec l'AREAL.

Les bénéficiaires de la protection internationale font de fait partie des nombreux publics prioritaires des politiques d'action sociale, d'insertion sociale ou professionnelle. Ils se rajoutent souvent à une liste déjà longue de publics prioritaires et peuvent se retrouver dans des logiques concurrentielles entre publics. Il nous semble nécessaire de rappeler dans le cadre de ce diagnostic, et notamment dans le cadre de la mobilisation des acteurs du droit commun, que les bénéficiaires de la protection internationale rencontrent des difficultés liées à des vulnérabilités en lien avec leur parcours migratoire et que pour autant ils présentent souvent en parallèle de nombreux atouts, compétences.

f. Une nécessaire articulation avec les dispositifs de droit commun en faveur du logement des personnes défavorisées

L'enjeu pour l'Etat relève plutôt d'un accompagnement dans le logement social, dans une logique d'articulation des mesures sociales. Assez logiquement cela suppose une mobilisation renforcée des dispositifs de droit commun à destination des personnes défavorisées.

La rédaction du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) prend acte d'ailleurs des enjeux en termes de logements des bénéficiaires de la protection internationale.

Il y est précisé que les orientations assurent l'articulation notamment avec le schéma régional des demandeurs d'asile et des réfugiés (SRADAR) qui vise à renforcer la lisibilité, l'efficacité et la fluidité des dispositifs de prise en charge des demandeurs d'asile et des réfugiés et qui fixe les orientations régionales en matière de répartition des lieux d'hébergement, d'enregistrement des demandes, de suivi et d'accompagnement de ces publics.

g. Recommandations dans le domaine du logement

Le Haut-Rhin dispose d'un certain nombre d'atouts : parc social important et peu tendu, développement de l'intermédiation locative, présence de dispositifs d'accompagnement (SIR, AVDL...).

Au regard de ce contexte, il s'agit surtout de consolider ces acquis et de sécuriser les parcours d'accès et le maintien dans le logement, cela passe par le fait de :

- Renforcer le partenariat avec les bailleurs sociaux,
- Renforcer l'articulation des différentes mesures d'accompagnement (AVDL, accompagnement social lié au logement³², intermédiation locative...) pour sécuriser les parcours,
- Être vigilant sur la période de transition entre le déploiement d'AGIR et la recomposition / transformation de l'offre d'accompagnement dans le logement.

Concrètement, il s'agit de :

- ➔ Mettre en place une conférence annuelle entre l'association départementale des bailleurs sociaux et le comité de pilotage afin de faire le point sur l'état du marché du logement, les enjeux prioritaires et les caractéristiques d'accès au logement des bénéficiaires de la protection internationale ;
- ➔ Permettre une déclinaison locale de cette conférence à l'échelle des bassins de vie afin de prendre en compte les contextes locaux ;

³² Les mesures d'Accompagnement Social Lié au Logement (A.S.L.L.) sont expressément prévues dans la circulaire N° 90-89 du 7/12/1990, intervenant en application de la Loi du 30/05/90 (dite loi Besson) et visant à la mise en œuvre du droit au logement. « Article 6 : (...) Le fonds de solidarité prend en charge des mesures d'accompagnement social individuelles ou collectives lorsqu'elles sont nécessaires à l'installation ou au maintien dans un logement des personnes et des familles bénéficiant du plan départemental, qu'elles soient locataires, sous-locataires, propriétaires de leur logement ou à la recherche d'un logement. (...) Les mesures d'accompagnement social donnent lieu à l'établissement de conventions conclues par le département avec les organismes ou associations qui les exécutent. »

- ➔ Inclure le ou les bailleurs sociaux dans l'équipe projet territorial ;
- ➔ Favoriser l'échange de « bonnes pratiques » en matière d'hébergement des bénéficiaires de la protection internationale pour favoriser l'acculturation par rapport aux problématiques spécifiques de ces derniers.

5. Les enjeux au titre de l'insertion et de l'emploi

a. L'emploi des réfugiés : des points de vigilance

Des chercheurs de l'Institut français des relations internationales (IFRI)³³ ont réalisé un état des lieux de l'emploi des personnes réfugiées. L'objectif est d'aider à mieux comprendre les enjeux des parcours d'emploi et des conditions de travail des personnes réfugiées, ainsi que les ressorts des programmes mis en place au sein d'entreprises et destinés aux personnes réfugiées.

Ils utilisent des données inédites de l'enquête Elipa³⁴. Elles portent sur des personnes récemment reconnues réfugiées et permettent, en comparant leur activité avant et après migration, de mettre en évidence des phénomènes de salarisation et de déclassement professionnel.

La migration a grandement affecté les trajectoires d'activité des réfugiés.

L'étude ELIPA montre que le statut d'activité passé influe sur le statut d'activité en France. Les réfugiés en emploi au moment de l'enquête étaient, dans leur grande majorité, déjà en emploi dans leur pays de naissance. On constate cependant que de nombreuses personnes réfugiées changent de statut d'activité après leur exil en France puisque seule la moitié des personnes en emploi dans leur pays de naissance le sont au moment de l'enquête. La migration s'est donc traduite pour elles par une sortie de l'emploi. On observe le même phénomène pour les réfugiés qui suivaient des études dans leur pays. Seule la moitié d'entre eux ont pu reprendre un parcours scolaire en France. L'autre moitié des étudiants occupent le plus souvent un emploi en France, ou se retrouvent au chômage.

Cette évolution du statut d'activité touche particulièrement les femmes.

En distinguant les trajectoires d'activité selon le sexe, appréhendé de manière binaire, des différences significatives apparaissent. Les personnes qui passent d'une situation d'études à une situation d'emploi sont surtout des hommes. Celles qui passent d'une situation d'emploi à une situation d'inactivité sont surtout des femmes. Les hommes composent la majeure partie des personnes qui étaient en emploi au pays de naissance et le sont au moment de l'enquête. À l'inverse, les personnes en situation d'inactivité au pays de naissance et en France sont dans leur grande majorité des femmes. (Etude IFRI, p. 15).

La majorité des personnes récemment reconnues réfugiées ont cherché à travailler depuis leur arrivée en France. En détaillant les démarches effectuées pour trouver un emploi, il apparaît que près de la moitié des réfugiés enquêtés en emploi ont trouvé leur emploi par des relations ou des recommandations.

Quels que soient les diplômes obtenus dans leur pays d'origine, ils occupent des métiers faiblement qualifiés aux salaires peu élevés, et leurs conditions de travail sont instables, insatisfaisantes et précaires.

En effet, les emplois des personnes venant d'obtenir le statut se concentrent dans les métiers de faible qualification avec des salaires bas. Le seul accès à l'emploi ne constitue donc pas un objectif suffisant.

Ces difficultés se cumulent à celle ~~eux~~ relevant de la salarisation des réfugiés en emploi : alors que les indépendants (artisans, commerçants et chefs d'entreprise) représentaient près d'un tiers de

³³ Sophie Bilong et Frédéric Sabin, sociologues, pour l'Institut français des relations internationales, en collaboration avec le collectif « Work with refugees », groupement d'associations qui accompagnent vers l'emploi les personnes étrangères et en demande d'asile (Kodiko, Action emploi réfugiés, JRS France, Les entreprises pour la cité, Konexio, Res Publica, Simplon et Singa France). L'emploi des personnes réfugiées : des trajectoires professionnelles aux politiques de recrutement des entreprises. Études de l'Ifri, février 2022

³⁴ Enquête longitudinale sur l'intégration des primo-arrivants (Elipa) : <https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Etudes-et-statistiques/Etudes/Etudes>

l'ensemble des actifs au pays de naissance, ils représentent moins de 2 % des réfugiés en emploi au moment de l'enquête. Il s'accompagne d'un déclassement professionnel. Enfin l'emploi des réfugiés est aussi caractérisé par la précarité des contrats. Ainsi, près de la moitié des réfugiés qui ont travaillé depuis leur arrivée en France ont alterné entre des périodes de travail et des périodes sans travail d'au moins trois mois, ou n'ont trouvé que des « petits boulots ». Les contrats à temps partiel concernent 30 % des hommes réfugiés salariés enquêtés, et 50 % des femmes réfugiées salariées. Ce temps partiel est très largement subi : 90 % des personnes qui travaillent en temps partiel déclarent qu'elles aimeraient travailler davantage.

Les personnes réfugiées occupent plus souvent des emplois peu qualifiés alors qu'elles sont diplômées pour une partie d'entre elles. Il y aurait donc à développer des actions passerelles, d'apprentissage du français et d'accès à des formations professionnelles et dans les formations courtes.

Le caractère central de la langue dans l'accès à l'emploi et l'évolution dans l'emploi est une évidence pour l'ensemble des acteurs rencontrés. Ils insistent tous sur l'importance de l'accès à des formations linguistiques de qualité.

Si les entreprises se mobilisent en faveur du recrutement des bénéficiaires de la protection internationale, les initiatives restent cependant embryonnaires. Les recrutements effectifs ou les programmes sont souvent déclenchés par la mobilisation et la motivation d'un ou d'une poignée d'individus dans l'entreprise. On retrouve, dans des proportions variées, l'argument des besoins de recrutement et celui de l'engagement social d'entreprise, le premier tendant à l'emporter dans les secteurs qui connaissent actuellement une pénurie de main-d'oeuvre. Dans la plupart des cas, ces programmes sur l'insertion professionnelle des personnes réfugiées sont intégrés dans des programmes plus larges liés à la diversité et l'inclusion. Encore peu d'entreprises affichent cependant un engagement stable et élaboré quant à l'emploi des réfugiés. On reste dans une approche que l'on pourrait qualifier d'utilitariste.

L'insertion dans l'emploi sur la durée repose sur une mobilisation des outils de formation et de mobilité interne permettent d'envisager, au-delà de la signature d'un contrat de travail, des perspectives d'évolution dans l'emploi et de sortie des métiers pénibles et peu qualifiés qui sont le plus souvent proposés aux personnes réfugiées.

Au-delà une attention particulière est nécessaire pour éviter de focaliser sur des programmes dans des métiers uniquement masculins.

« [...] il est apparu que les programmes favorisant l'accès à l'emploi des personnes réfugiées bénéficient très largement aux hommes. La problématique de la garde d'enfants revient de façon régulière dans les entretiens comme un obstacle majeur pour les femmes, y compris pour suivre des formations linguistiques en amont de l'accès à l'emploi. Les pouvoirs publics pourraient financer des programmes spécifiques et des modes de garde. »³⁵

b. Des freins à l'insertion : la situation dans le Haut-Rhin

L'accès à l'emploi est un enjeu majeur pour le parcours d'intégration or de nombreux freins persistent : la faible maîtrise de la langue, l'absence ou l'inadaptation des modes de garde, la faible mobilité, les situations de santé, l'absence de reconnaissance des diplômes et/ou de valorisation des compétences...

La maîtrise de la langue constitue un incontournable pour l'accès à l'emploi. Pour autant d'autres leviers entrent en ligne de compte comme la connaissance de l'existant en termes d'offre de formation

³⁵ Ibid, page 8.

mais aussi la cohérence de l'offre proposée ce qui suppose de renforcer les modalités de travail interacteurs pour développer l'interconnaissance et la construction de réponses adaptées aux réalités territoriales.

Au regard des enjeux précédents, il faut prendre à sa juste mesure l'enjeu de reconnaissance des diplômes et des compétences. Au-delà du gâchis que peut constituer le fait de ne pas valoriser les compétences et qualifications des bénéficiaires de la protection internationale, des effets à long terme peuvent être identifiés.

La non-reconnaissance conduit à des situations de déclassement qui sont préjudiciables pour les personnes dans leur parcours mais aussi dommageable pour le pays d'accueil en raison de la non-valorisation des compétences ou des acquis de l'expérience et des effets de ressentis au niveau des personnes. Par ailleurs cette situation peut mettre en cause la dynamique positive dans laquelle s'inscrivent les BPI lors de leur arrivée.

D'ailleurs, le comité opérationnel asile-intégration du 19 mai 2021 a rappelé que dans le domaine de l'emploi, l'accent est mis sur :

- La déclinaison de l'accord cadre national 2020-2024 entre l'Etat, l'OFII et les acteurs du service public de l'emploi (SPE).
- La levée des freins périphériques à l'emploi (accompagnement global).
- La levée des freins rencontrés par les femmes primo-arrivantes.
- La certification des compétences professionnelles acquises dans le pays d'origine et par la mise en place d'actions de formations certifiantes.

D'autres freins, qualifiés habituellement de périphériques, entrent également en ligne de compte :

- La santé : les traumatismes liés aux raisons du départ du pays d'origine et de la demande d'asile nécessitent une attention particulière aux enjeux de santé.
- L'environnement familial : un cadre familial non assuré qui rend complexe l'inscription dans l'insertion et/ou une situation familiale (présence d'enfants) qui rend difficile l'accès à la formation ou à l'emploi. Sur ce point la circulaire du 25 janvier 2022 met l'accent sur l'importance de favoriser l'accès à l'emploi des femmes, notamment en favorisant le déploiement de modes de garde adaptés. Permettre des parcours / trajectoires optimisés passe parfois par la création d'actions adaptées. L'OFII fait état de partenariats mis en place avec des collectivités (ex : Ville de Strasbourg) afin de trouver des solutions pour garder les enfants pendant les cours de français ou encore de venir en appui des parents face à la difficulté de se séparer des enfants (situation souvent renvoyée à une dimension culturelle alors que la difficulté peut relever du parcours migratoire et de son origine / violences – peurs...).
- La mobilité : elle pose problème soit pour des raisons d'éloignement des transports en commun, soit par absence de permis ou de moyens de locomotion en propre. Dans ce domaine, il serait pertinent de mieux tirer profit de la plateforme mobilité mise en place fin 2021 : <https://www.haut-rhin.gouv.fr/Politiques-publiques/Economie-et-emploi/Travail-emploi-et-entreprises/Nouvelle-plateforme-pour-faciliter-la-mobilite-et-l-acces-a-l-emploi>

c. Une nécessaire mobilisation du droit commun : service public de l'emploi

Les entretiens laissent apparaître une coordination des acteurs de l'emploi (missions locales et Pôle Emploi...) insuffisante autour des enjeux inhérents aux bénéficiaires de la protection internationale.

Si la circulaire du 25.01.2022 rappelle la nécessité pour le service public de l'emploi (SPE) de mobiliser son offre de service auprès des bénéficiaires de la protection internationale, encore faut-il que les acteurs du SPE considèrent ce public comme prioritaire, connaissent les problématiques de ces

derniers, sachent entrer en contact avec eux (problèmes de la langue), disposent d'outils adaptés pour le suivi et l'identification des publics.

De fait, certaines de ces conditions ne sont pas acquises en dépit des avancées. On peut notamment mettre en avant le fait que Pôle emploi (67 et 68) s'est doté d'une feuille de route dédiée, signée en septembre 2021. Cette dernière relève d'une déclinaison nationale de la convention signée par Pôle Emploi.

En dépit de ce cadre partenarial, les bénéficiaires de la protection internationale ne sont qu'un public parmi les nombreux publics prioritaires des politiques de l'emploi. De plus, certaines limites techniques (qui devraient être levées d'ici la fin de l'année 2022) ne permettent pas l'identification de ce public dans les bases de données de Pôle Emploi. Il est donc difficile de cibler les personnes vers telles ou telles actions.

d. Un accès à l'emploi optimisé par la pénurie de main d'œuvre dans certains domaines économiques

L'insertion professionnelle est un défi important qui prend une dimension particulière dans le contexte actuel de pénurie de main d'œuvre.

Il y a certainement un intérêt à travailler le lien aux entreprises dans ce domaine, d'autant que nombre de bénéficiaires de la protection internationale disposent de compétences et/ou d'expériences dans les métiers en tension (cf. page 13).

Toutefois, la canalisation des personnes réfugiées vers les emplois en tension empêche la proposition de dispositifs adaptés pour celles qui sont qualifiées.

Comme l'indique une responsable de structure intermédiaire, les personnes avec de hautes qualifications se retrouvent souvent devant un dilemme : reprendre des études longues et coûteuses, ou accepter un emploi pénible³⁶.

Une première solution à ce dilemme serait de faciliter la reprise d'études, en mettant en place un système de bourses et d'hébergement qui tienne compte des trajectoires spécifiques des personnes réfugiées, notamment au regard des critères d'âge. Cette volonté de « vivre et étudier en même temps » a été rappelée lors du focus group avec des personnes réfugiées. Une deuxième solution serait de créer un système de reconnaissance des compétences et d'accompagnement par professions, qui allie soutien financier, évaluation par les pairs et mise en situation.

Par ailleurs, la très forte motivation des bénéficiaires de la protection internationale à travailler constitue un atout indéniable dans le parcours d'insertion, même si comme on l'a vu certains peuvent rencontrer des limites dans ce processus.

Toutefois certains points de vigilance sont à prendre en compte pour que cette volonté se traduise concrètement en un accès au marché de l'emploi ou à une formation. Cette appétence pour un travail ou un emploi rapide peut avoir pour effet l'acceptation d'emplois à court terme (intérim notamment) ou sans lien avec l'expérience professionnelle antérieure et donc une absence d'inscription dans un processus d'apprentissage de la langue susceptible d'assurer une insertion dans la durée.

La reconnaissance des diplômes prend du temps, alors que les bénéficiaires de la protection internationale souhaitent trouver rapidement un emploi, afin de disposer de ressources en propre.

³⁶ Ibid IFRI, p.31

e. Recommandations dans le domaine de l'emploi

Afin de favoriser l'accès à l'emploi :

- ➔ Renforcer le lien Pôle Emploi et les acteurs de l'accompagnement en tirant profit du cadre partenarial mis en place.
- ➔ Mobiliser le service public de l'emploi (et assurer un lien entre l'opérateur AGIR et les SPEL).
- ➔ Mobiliser le SPE pour apporter des connaissances, aux conseillers Pôle Emploi et des Missions Locales, qu'ils n'ont pas par rapport au public réfugié et dans le même temps faire connaître des dispositifs d'accès à l'emploi aux structures ayant en charge l'accompagnement.
- ➔ Mieux tirer profit des programmes existants, notamment le programme HOPE (porté par l'Afpa), les projets menés au titre du Plan d'Investissement dans les compétences pour l'Insertion Professionnelle des Réfugiés (PIC – IPR) comme le projet « Nouveau départ » (porté par Face Alsace).
- ➔ Développer des diagnostics pour évaluer le niveau en français des jeunes de 18 à 25 ans,
- ➔ Valoriser les compétences des bénéficiaires de la protection internationale en travaillant sur les équivalences de diplômes et/ou la reconnaissance des compétences via la validation des acquis de l'expérience.

En s'appuyant sur les travaux de l'IFRI, on peut formuler les recommandations suivantes pour optimiser l'accès et le maintien dans l'emploi :

- ➔ Inciter les entreprises à mettre en place un processus de recrutement spécifique et un programme d'accompagnement et d'évolution de carrière dédié.
- ➔ Les associations pourraient développer la dynamique des partenariats avec les entreprises, en s'appuyant sur le réseau des employeurs déjà engagés dans la démarche.
- ➔ Les pouvoirs publics doivent faciliter la visibilité et la coordination des acteurs, mais aussi l'accès à la formation et lever les freins à l'emploi dès le début de la démarche d'accompagnement.

9.SYNTHESE DES ENJEUX CLES ET RECOMMANDATIONS

Le diagnostic fait état d'une situation actuelle satisfaisante (peu de présence indue dans les hébergements d'urgence, des acteurs impliqués, des réponses en termes d'actions adaptées, des bénéficiaires de la protection internationale satisfaits de l'accompagnement dont ils ont bénéficié) mais des failles (dans certains domaines : santé, maîtrise de la langue en fonction des territoires, une mobilisation d'acteurs à renforcer notamment sur le plan institutionnel...) qui risquent à terme d'être préjudiciables à un accompagnement individualisé optimisé.

Le tableau ci-dessous se propose de reprendre les recommandations principales (y compris une partie de celles mises en avant précédemment) en les articulant aux enjeux de la mise en œuvre du programme AGIR (tel que présenté dans la consultation relative au programme AGIR).

Ce que prévoit les textes / le programme	Ce qui est à l'œuvre	Ce qui serait souhaitable (recommandations) ou points de vigilance
L'accord-cadre est valable pour un an, avec une reconduction tacite 3 fois soit une durée de 4 ans pour la double prestation.		
Les bénéficiaires : les bénéficiaires de la protection internationale domiciliés sur le département pour l'année n ou n-1 (majeurs et mineurs, famille le cas échéant).	Au regard des données disponibles (signataires du CIR pour 2020 et 2021, en tenant compte de la crise sanitaire), on peut estimer le nombre à 700 personnes sur une année d'accompagnement.	Les vécus des bénéficiaires de la protection internationale et leur capacité d'autonomie sont très différents d'un individu à l'autre. Il est proposé que la première année d'accompagnement permette la mise en place d'indicateurs visant à affiner les profils pour mieux calibrer l'accompagnement nécessaire selon les caractéristiques identifiées.
Le contenu : proposer à chaque bénéficiaire de la protection internationale, qu'il soit ou non hébergé dans le dispositif national d'accueil, la possibilité de bénéficier d'un guichet unique départemental (mandaté par l'Etat) et d'une coordination globale de parcours vers le logement et l'emploi.	Il n'a pas été possible d'identifier la part de bénéficiaires de la protection internationale non hébergés dans le dispositif national d'accueil, mais ces personnes existent et rencontrent des difficultés plus importantes dans leur parcours compte tenu de l'absence d'accompagnement renforcé et d'un moindre accès aux diverses ressources / actions disponibles.	Une attention particulière devra être portée, dès la prise en charge par le guichet, afin d'identifier les personnes non accompagnées (qui ont souvent un parcours d'obtention de la protection chaotique) pour leur apporter un accompagnement renforcé et construire des partenariats susceptibles de leur apporter les ressources appropriées à leur situation.
La durée du parcours : le parcours est prévu sur une durée de 24 mois. Il peut	La durée actuelle des accompagnements globaux varie fortement selon les profils socio-	Une attention a été rappelée dans le diagnostic quant à la date de prise en compte pour le démarrage du parcours. Il

être arrêté avant en fonction des « résultats ».	démographiques, le vécu antérieur à l'arrivée en France, la prise en charge en structure d'hébergement antérieurement à l'accompagnement et le lieu de résidence.	est également nécessaire de mobiliser toutes les ressources et acteurs disponibles dès l'obtention du titre de séjour. Il faut travailler à identifier les profils qui s'inscrivent dans les temps longs afin d'y porter une attention renforcée (jeunes, femmes, personnes présentant des problèmes de santé notamment). Il serait pertinent de disposer d'une cellule de veille qui pourrait être mobilisée face à des situations particulièrement complexes. Le déploiement de la pair-aidance peut constituer un atout dans la construction du parcours.
Ce qui est attendu : réalisation de prestations d'accompagnement individualisées	Plusieurs structures assurent déjà un accompagnement global et individualisé à l'échelle du Haut-Rhin en direction des bénéficiaires de la protection internationale, en mobilisant des programmes ad hoc permettant de répondre aux besoins spécifiques des publics rencontrés.	Il est prévu la disparition des différents programmes du fait de la mise en place du programme AGIR. Il est important de s'assurer que les moyens mobilisables (en temps référents, contenu...) dans le programme AGIR permettent de maintenir une adaptabilité des moyens à la vulnérabilité des personnes.
Ce qui est attendu : réalisation de prestation d'appui à la coordination des acteurs locaux pour l'intégration des bénéficiaires de la protection internationale afin d'éviter la concurrence entre les dispositifs, la redondance des actions ou la persistance de besoins non couverts.	La coordination est pour l'instant mise en place par la DDETSP. Les entretiens menés font état d'un besoin en coordination entre acteurs pour faciliter le parcours intégré des bénéficiaires.	L'opérateur du programme AGIR doit maintenir un partenariat renforcé avec la DDETSP. Il est nécessaire en parallèle que toutes les instances soient mises en place pour permettre la mobilisation de l'ensemble des acteurs (mise en place d'un comité opérationnel à l'échelle préfectorale). Il s'agit de mieux tirer profit des compétences / ressources des différents acteurs, de les identifier pour fluidifier les parcours. <i>Cf. les recommandations relatives au système d'acteurs (page 29)</i>
Un point important : l'articulation des actions doit se faire avec celles, inscrites dans le parcours d'intégration, initiées par l'OFII.	L'OFII est un acteur incontournable sur le territoire et identifié par les acteurs comme mobilisé et mobilisable.	Renforcer le partenariat des acteurs avec l'OFII : participation aux différentes instances. Veiller à une articulation optimisée entre les différentes actions financées. Au-delà du champ linguistique,

		classiquement mobilisé, l'OFII peut apporter un appui dans le cadre du logement et de l'emploi.
<p>L'accompagnement individualisé consiste en un suivi de chaque bénéficiaire de la protection internationale vers l'emploi et le logement au terme d'un parcours structurant et coordonné. L'opérateur joue un rôle de référent de parcours sans couture.</p> <p>L'accompagnement est assuré par un binôme de référents, salariés de l'opérateur, couvrant d'une part l'accès à la formation et à l'emploi et d'autre part l'accès aux droits et au logement.</p>		
L'accompagnement individualisé comprend un accompagnement pour l'accès aux droits et aux démarches administratives et sociales. Une information doit être apportée sur le système de soins et leur mise en relation, le soutien à la parentalité...	Le diagnostic a souligné la complexité de l'accès au droit (temps long des démarches administratives) et aux droits sociaux. Les écueils relèvent à la fois d'obstacles objectifs (services insuffisamment développée) mais aussi de l'absence d'identification des besoins par les bénéficiaires de la protection internationale (notamment dans le domaine de la santé).	<p>Au-delà de l'accompagnement dans les démarches administratives, mobiliser au plus tôt l'apprentissage de la langue dans une logique d'autonomie.</p> <p>Favoriser la mise en place de groupes de paroles ou d'une logique de pair-aidance pour favoriser les échanges, la prise en compte des difficultés, l'échange de pratiques entre bénéficiaires de la protection internationale.</p> <p>Optimiser la mobilisation des acteurs présents sur les territoires pour répondre aux freins rencontrés.</p> <p>Co-construire des actions, mettre en place des coopérations pour répondre aux défis rencontrés (dans le domaine de la santé, de la prise en compte des enfants / modes de garde...).</p> <p><i>Cf. les recommandations relevant de l'accompagnement et dans le domaine de l'apprentissage de la langue (pages 45 et 51)</i></p>
L'accompagnement individualisé repose sur un accompagnement vers et dans le logement. L'objectif dans le domaine du logement : obtention d'un logement pérenne (définition : logement durable dans le parc privé ou public).	Le logement adapté n'est pas considéré comme un logement pérenne car il est temporaire. Or la présence en logement adapté est importante et valorisée par les bailleurs sociaux. L'accès à un logement pérenne est lié à l'obtention de ressources, notamment par l'accès à l'emploi.	<p>Favoriser le travail entre acteurs en charge de l'accompagnement et les bailleurs dans une instance adaptée, afin de permettre l'intégration dans des logements pérennes.</p> <p>Risque d'allongement des accompagnements pour les personnes les plus vulnérables.</p> <p><i>Cf. les recommandations dans le domaine du logement (page 56)</i></p>
L'accompagnement individualisé repose sur un accompagnement vers l'emploi.	L'emploi est un enjeu majeur et revendiqué par les bénéficiaires de la protection internationale. La situation actuelle sur le marché du travail,	Travailler au projet professionnel du bénéficiaire de la protection internationale, qu'il soit ou non réaliste afin de le rendre objectif, travailler sur ses attentes, les inscrire

L'objectif dans le domaine de l'emploi : accès pérenne à l'emploi	marquée par la pénurie de main d'œuvre dans certains domaines, apparaît comme favorable. De nombreux bénéficiaires de la protection internationale ne peuvent valoriser leurs compétences et/ou leur projet professionnel.	dans la durée (et pas seulement dans une logique à court terme). Porter une attention particulière aux freins dit périphériques pour trouver des réponses adaptées en fonction du profil de la personne et du territoire de résidence. <i>Cf. les recommandations dans le domaine de l'emploi (page 62)</i>
L'opérateur appuie le représentant de l'Etat compétent dans l'animation du réseau des acteurs locaux de droit commun et de l'intégration ainsi que la coordination de leurs actions pour lever les freins.		
L'animation du réseau suppose la signature de conventions de partenariat et d'engagements réciproques, l'organisation de réunions thématiques et de comités de suivi réguliers notamment.	La gouvernance actuelle est insuffisamment mobilisée et ne permet pas toujours une mobilisation suffisante des acteurs de droit commun.	Il est nécessaire de mettre en place les instances permettant le travail d'interpellation des institutions et collectivités en fonction des enjeux, les instances de mobilisation des acteurs afin de construire les coopérations nécessaires, et les instances de travail afin de permettre de répondre aux enjeux de l'accompagnement (groupes de travail thématiques...). Il pourrait être judicieux de mettre en place un groupe de personnes référentes (groupe témoin) ayant bénéficié de cet accompagnement. <i>Cf. les recommandations relatives au système d'acteurs (page 29)</i>
Le public est accueilli dans plusieurs lieux d'accueil facilement accessibles en transport en commun.	Des territoires, notamment à travers les collectivités, insuffisamment mobilisés alors que la présence des bénéficiaires de la protection internationale est diffuse sur le territoire. Une présence sur les territoires dans la durée dépendante des moyens de locomotion, des capacités à se mouvoir d'un lieu à l'autre.	Il y a un enjeu à couvrir le territoire haut-rhinois pour permettre de bénéficier des atouts des territoires, tout en tenant compte de l'enjeu de mobilité. Cela passe également par une mobilisation accrue des collectivités dans l'accueil des bénéficiaires de la protection internationale afin de construire des réponses adaptées, qui peuvent bénéficier à des publics autres que seulement ceux du programme AGIR (logique de développement local). Cette mobilisation repose sur un travail d'information, d'échanges de pratiques, la mise en place de partenariats. <i>Cf. les recommandations relatives au lien aux collectivités (page 39)</i>

La mobilisation du droit commun : le programme AGIR intervient en complément des mesures déployées par les différents services dans le cadre du droit commun et est décliné de manière progressive.	Le droit commun apparaît globalement peu mobilisé en l'état actuel : à la fois par une méconnaissance des publics et des enjeux, mais aussi par une faible sollicitation des bénéficiaires de la protection internationale. Par ailleurs il n'est pas mobilisable de la même manière sur les territoires car les services et acteurs ne sont pas présents partout.	Mise en place d'actions de sensibilisation et de formation des acteurs du réseau local aux droits et obligations des bénéficiaires de la protection internationale. Mobilisation prioritairement des acteurs bénéficiant de soutien pour le déploiement d'actions dans le cadre du programme 104 mais également, et surtout pour les territoires où ces acteurs sont peu présents, au-delà. <i>Cf. les recommandations relatives au système d'acteurs (page 29)</i>
L'objectif et son évaluation : au moins 60% des bénéficiaires de la protection internationale doivent être accompagnés vers l'emploi ou la formation et 80 % vers un logement pérenne.	-	A partir de l'avis du CNLE, on peut s'accorder sur l'intérêt de reconnaître la pluralité des critères et méthodes utilisés pour apprécier les effets de l'accompagnement et pas seulement le résultat. Il est donc proposé d'apprécier le résultat (part d'emplois et de logements pérennes) mais également l'accès aux droits sociaux et l'amélioration du bien-être des personnes et leur capacité à participer à la vie sociale. Il s'agira donc d'une part de développer des indicateurs relatifs aux « résultats » mais également aux « moyens mobilisés » pour y parvenir ainsi que des indicateurs de « satisfaction » pour le bénéficiaire lui-même.